



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

DC-55

G₆A317

L'homme dont on va lire les *Mémoires* ne fut pas un *soldatino*. Le général Govone fut un grand soldat.

Jules CLARETIE.

6 décembre 1904.

rades, tandis que j'assistais du camp français au siège qui devait l'enlever à son épouse. Et le jeune de la Porta était d'abord dans Gênes insurgée, que j'allais sommer de se rendre, et peut-être parmi les rebelles que je chargeai à la baïonnette et ensuite à Rome où je le rencontrai et lui serrai la main, pour la dernière fois, car il fut tué quelques mois après, à Pavie, dans un duel avec un officier autrichien. »

complètement cessé; on vivait à Silistrie comme en armistice et l'effectif des troupes occupant le ennemi diminuait de jour en jour. L'orage qui ait prêt à fondre sur l'empire ottoman déjà bien s'éloignait du Danube ne laissant derrière lui, traces de son passage, que les ruines fumantes ieuses de Silistrie criblée par les boulets, mais ue.

noms des quatre officiers italiens — Govone, Charles Piola Caselli, Alexandre Galli, Casimir Balbo — qui, détachés auprès du général de Salles, avaient eu la bonne fortune et l'honneur de prendre part à l'assaut de Sébastopol.

Le capitaine Piola, les lieutenants Galli et Casimir Balbo. Les trois premiers ont été légèrement blessés.

Le chevalier Charles Piola Caselli, capitaine d'état-major, plus tard lieutenant-général, faisait partie du quartier général auquel étaient attachés comme aides-de-camp le chevalier A. Galli della Loggia, lieutenant aux chevau-légers de Monferrat, et le chevalier Casimir Balbo, lieutenant aux chevau-légers de Saluces. Ce dernier, dès que les Français furent entrés dans le bastion central, fut chargé d'en porter la nouvelle au général La Marmora et fut remplacé par le lieutenant Crespi.

CHAPITRE IV

SAN MARTINO

Le 26 avril 1859, à cinq heures et demie de l'après-midi, le baron de Kellersberg et le comte Ceschi di Santa Croce, qui avaient apporté à Turin *l'ultimatum* autrichien, recevaient la ferme et digne réponse du comte de Cavour. Une heure après, ils partaient pour Milan escortés jusqu'à la frontière par le lieutenant-colonel Govone¹.

La guerre éclatait enfin, cette guerre espérée, désirée depuis si longtemps, cette guerre que le Piémont n'avait cessé d'appeler de tous ses vœux pendant que la diplomatie s'efforçait sincèrement de chercher une solution pacifique, cette guerre enfin, en vue de laquelle on se préparait depuis tant d'années.

Le lieutenant-colonel Govone avait été un des artisans les plus actifs de cette grande œuvre. On l'avait, dans les derniers mois, chargé de compléter les études et les calculs destinés en partie aux alliés du Piémont, de prendre les dispositions relatives aux armements, les mesures propres à assurer en cas de guerre la jonction de l'armée sarde et celle de l'armée française, et c'était encore à lui qu'on avait confié le soin d'organiser et la mission de diriger le service des renseignements. Grâce au patriotisme des populations qui étaient déjà de cœur

1. Cf. CHIALA, *Lettere di Cavour*, vol. III, p. CXLVII; et MARIANI, *Guerra dell'Indipendenza*, vol. III, p. 381.

mais nous n'avons eu d'engagés que quelques escadrons et des tirailleurs. La victoire a été aux Français.

Ils ont eu de fortes pertes, entre les plus regrettables celle du général Espinasse tué, général de Martimpres blessé, etc...

6 juin, 7 heures du matin. Bords du Tessin... Hier je vous ai écrit deux mots, le matin, après une nuit de fatigue. La journée de hier a été plus raisonnable et je suis ce matin reposé. Nous allons partir tout de suite et prenons la route de Milan. J'ignore si nous y entrerons dans la journée : cela dépend de l'Empereur qui enverra ses ordres en chemin.

La bataille d'avant-hier a été très sérieuse et elle a retardé de vingt-quatre heures notre mouvement en avant.

Voici le résumé de nos opérations depuis notre entrée en campagne.

L'Empereur, voyant les Autrichiens prêts à défendre le Pô depuis Candia jusqu'à Plaisance et le Tessin fortifié derrière l'armée autrichienne, pensa tourner toutes les défenses de l'ennemi. Il fit semblant de porter son armée à Voghera et d'aller lui-même à Tortone : puis il fit faire une contre-marche à son armée et la concentra à l'extrémité opposée, à Verceil, où elle passa la Sesia. Nous avons passé les premiers, et à Palestro nous couvrions le passage des Français.

L'ennemi ne comprit rien à ce mouvement fort bien imaginé et parfaitement exécuté. Il fut déconcerté et dut abandonner tout le pays pour courir défendre sa ligne de retraite.

Nous fîmes la même chose pour passer le Tessin. Les ponts de Novare, Vigevano et Pavie étant entre les mains des Autrichiens et fortement retranchés, nous les tournâmes par Turbigo. Les Français passèrent les premiers et devaient masquer notre mouvement. On eut à Magenta et Buffalora la bataille d'avant-hier qui est tout à fait le pendant de celle de Palestro...

On croit que les pertes dans la bataille d'avant-hier ont

n'irons plus désormais aussi vite et que les longues marches que nous avons faites deviendront plus calmes et raisonnables.

Nos divisions ont dépassé Brescia ce matin. Elles ont toujours marché à côté des colonnes de l'ennemi sur des chemins parallèles. L'ennemi qui s'était concentré à Montichiari n'a pas attendu les alliés et s'est mis en retraite sur le Mincio, dès que nos avant-postes se sont trouvés en présence des siens. Avant-hier, et hier, il a disparu. Son arrière-garde, attaquée avant-hier par un détachement de Garibaldi, l'a mitraillé et les volontaires ont souffert un peu : ils avaient été trop téméraires ; mais Cialdini est arrivé à temps pour les dégager sans combattre.

C'est du Mincio que vous entendrez de nouveau les grandes nouvelles...

Brescia, 19 juin... Nous voici encore à Brescia. J'ignore quand nous quitterons la ville et quand j'échangerai ma chambre délicieuse d'aujourd'hui contre un birouac peut-être. De ma fenêtre j'aperçois un jardin, un jet d'eau, des fleurs. Si j'en sors, les rues sont pavoisées et un drapeau aux couleurs italiennes flotte à chaque fenêtre. Tout le monde est empressé pour nous être agréable et les dames nous font, de leurs balcons, un sourire et une légère révérence.

Brescia, 21 juin... Nous quittons Brescia pour avancer sur le Mincio, l'ennemi ayant hier abandonné ses fortes positions de Montichiari, Castiglione, Lonato et Volta. Je gagne un pari contre mes collègues, qui presque tous soutenaient que nous aurions une bataille de Castiglione. Ma stratégie ne l'admettait pas, et elle ne s'est point trompée.

L'Empereur d'Autriche est avec son armée. On dit qu'il en a pris le commandement...

Il est cinq heures du matin. Nos chevaux sont prêts dans la cour du palais Navotti, que nous habitons. Nous attendons le roi pour monter à cheval et je sors à chaque ins-

Vous avez utilement et héroïquement versé votre sang pour la patrie, et la patrie reconnaissante et pleine d'espérance vous bénit. — L'armée vous admire — et votre roi vous salue.

Dormez en paix, alliés généreux qui nous avez tendu une main fraternelle. Le souvenir de votre œuvre se perpétuera dans l'histoire des générations, vivra dans nos cœurs reconnaissants et dans ceux de nos fils et marquera, pour les nations du monde, le point de départ d'une ère nouvelle, d'une ère de liberté.

Ennemis d'un jour, valeureux adversaires, votre sacrifice a été glorieux pour votre pays. La victoire ne vous est pas restée parce que la main de Dieu et l'esprit des temps nouveaux étaient contre vous. Mais ne déplorez pas la perte de cette bataille, puisqu'elle a éteint dans les cœurs les haines de race. Réjouissez-vous, puisqu'aujourd'hui vos camarades nous serrent la main et marchent de concert avec nous dans la voie désormais commune de la civilisation et de la justice. »

des troupes au cours d'une opération aussi rude que délicate, où, afin d'arriver à un résultat qui leur était indifférent, mais dont l'importance était capitale pour la Sicile, elles eurent à endurer des privations et des souffrances bien plus grandes que celles qu'elles durent imposer aux populations.

« Quand j'arrivai à Palerme, dira plus tard le général Govone à la Chambre, les meilleurs citoyens vinrent me féliciter.

Mais ces compliments ne s'adressaient pas à moi ; je puis en parler avec orgueil, ils s'adressaient aux troupes qu'on remerciait ainsi de ce qu'elles venaient de faire pour le salut et la prospérité de la Sicile¹. »



Les derniers épisodes de cette campagne de pacification et d'assainissement se déroulaient encore lorsque le général Govone fut mis en demeure de justifier son œuvre devant le Parlement, de rendre compte de l'énergie qu'il avait déployée, des splendides résultats qu'il avait obtenus. Repoussant loin de lui les tentatives faites par d'autres personnes afin de pallier les mesures qu'il avait prises, il déclara fièrement qu'il avait dû recourir à des moyens exceptionnels, dont l'application avait été rendue indispensable par une situation elle-même toute exceptionnelle, et il conclut en disant² :

Messieurs, si la Chambre devait me juger, je ne demanderais pas grâce, mais je réclamerais la faveur d'être mis en jugement. Si la Chambre considérait uniquement les mesures que j'ai prises, sans tenir compte des circonstances exceptionnelles qui ont rendu ces mesures indis-

1. Discours prononcé à la Chambre, le 3 décembre 1863.

2. Passage du même discours.

prévoir ni quelle voie elle allait suivre, ni où elle allait ressortir. J'ai dit que la Sicile suivait le même chemin passait par les mêmes phases que tous les autres peuples modernes au sortir de la barbarie, que toutes les autres provinces italiennes qui s'acheminent vers une civilisation croissante à tout instant et indéfiniment perfectible. J'ai dit qu'un mauvais gouvernement avait volontairement, par un propos délibéré, essayé d'arrêter l'expansion de la Sicile de ralentir sa marche et qu'il appartenait à un gouvernement réparateur de la pousser résolument dans la voie du progrès, grâce à des mesures sages et rationnelles.»

avec Nigra et éventuellement avec l'Empereur. Bien se trouvât encore sous la pénible impression que les ers incidents avaient laissée dans son esprit, bien pensât qu'à la rigueur l'attitude adoptée par la e à l'égard de l'Italie justifiait pleinement une dénon- n du traité d'alliance, bien qu'il fût intimement con- u de la nécessité de marcher d'accord avec la France, nifesta hautement toute sa répugnance à se prêter intrigues contre la Prusse et, en somme, il partagea ement les vues du chevalier Nigra¹. — Quant à La ora, tout en se rendant parfaitement compte de la e responsabilité qu'il assumait, prêt à en supporter les conséquences et tous les dangers, il n'hésita pas r fidèle à ses engagements. Ce fut donc avec l'assen- t unanime que l'Italie se décida à suivre la voie aquelle elle s'était engagée et à rejeter l'offre tardive, e et insidieuse que l'Autriche avait formulée afin yer d'échapper à ses destinées.

alie par son refus venait de rendre un service si- à la Prusse, qui, si le cabinet de Florence l'avait onnée, n'aurait eu le choix qu'entre une capitula- ans condition et une guerre engagée dans des con- s désastreuses pour elle. Désormais certaine de la é de l'Italie et rassurée par quelques paroles de ereur Napoléon, qui permettaient de penser que la e resterait neutre, la Prusse pouvait tout oser et le gant à l'Autriche, et la presse bismarckienne se aussitôt à entonner ses chants de guerre.

. . .

moment décisif approchait. Lorsque, quelques jours ard, le général Govone quitta Florence, où il s'était

ir à l'Appendice, au sujet de l'opinion que le general La Marmora
au general Govone, la note relative au refus de la Venetie et la
n comte Nigra.

Prusse a fait des propositions à l'empereur au sujet de l'intervention. L'empereur n'a pas répondu à la proposition autrichienne relative à la cession de la Vénétie et il s'est rejeté vers le Congrès afin de gagner du temps. Mais il ne croit pas que le Congrès puisse avoir une issue pacifique, et j'ajoute même qu'il le désire encore moins.

« Le journal la France, qui a violemment attaqué Bismarck, a été confidentiellement rappelé à l'ordre. Ce sont là de bons symptômes. Telles sont les nouvelles que Nigra m'a données, et elles diffèrent sensiblement de celles qu'il avait envoyées à Florence, la veille.

« Metternich a demandé à Nigra s'il serait possible d'obtenir la neutralité de l'Italie et de lui faire accepter une compensation. Nigra a dit qu'il croyait à une réponse négative en raison de l'état des esprits en Italie. Metternich a dû voir dans cette réponse la confirmation de l'existence du traité dont, à l'heure qu'il est, ils ne doivent plus douter.

« A Paris comme à Florence, on est loin d'être convaincu que la Prusse puisse avoir le dessus dans la prochaine campagne et en sorte victorieuse¹.

« Le vote de la Diète et la grande majorité qui s'est prononcée contre la Prusse ont produit une grande impression à Florence. L'impression a peut-être été tout autre à Berlin. Je m'en assurerai dès mon arrivée et je m'occuperai aussi de la situation militaire. »

Telles étaient les nouvelles et les impressions contradictoires qui circulaient partout, au moment où le général Govone arrivait à nouveau à Berlin bien décidé à travailler avec toute son énergie à la conclusion d'une entente entre

1. Cette opinion pessimiste qui prédomina presque partout en Europe et dura jusqu'aux victoires prussiennes, n'avait jamais été celle du général Govone qui, peu de temps après (26 mai 1866), écrivait au chevalier Nigra : « Si vous me permettez, M. le Ministre, de vous donner mon opinion sur la marche probable des événements, je vous dirai que je suis plutôt disposé à croire, en admettant toutefois que le Congrès ne contrariera pas leurs opérations, que les Prussiens peuvent parfaitement remporter une victoire qui les mènera jusqu'aux portes de Vienne. »

plus d'une fois sur le point de se brûler la cervelle, presque vaincu par les difficultés. »

.
Après une longue heure de promenade et de conversation, j'accompagnai le comte de Bismarck jusqu'au pied de l'escalier du Ministère d'État. Il me serra la main et me dit : « Je vous recommande de demander au roi Victor-Emmanuel, comme une faveur que je lui demande personnellement, d'attaquer le premier l'Autriche. » — Puis il me dit : « Au revoir à Vienne. »

CHAPITRE VII

LE PLAN DE GUERRE

« Dans les conférences que j'ai eues avec le comte de Bismarck et le général de Moltke au sujet des opérations militaires, je me suis toujours prononcé contre le projet d'avoir deux armées, celle de Saxe et celle de Silésie. J'ai soutenu la concentration en une seule masse marchant COUDE A COUDE par Görlitz sur la Bohême. J'ai dit que Benedeck marchera COUDE A COUDE de la Bohême vers Görlitz. Bismarck m'a dit qu'il soutiendrait cette opinion devant Moltke. — Moltke m'a donné les raisons en faveur de la constitution des deux armées. Puis il m'a dit : « Mais vous qui recommandez la concentration à la Prusse, vous n'appliquez pas ce principe en Italie. Je vois chez vous deux armées : Cialdini sur le Pô et le reste sur le Mincio. » — Je réponds : « Mais nous ne pouvons pas révéler aujourd'hui nos projets ; on réunit partout, de ci et de là, des divisions ; mais je suis sûr que, lorsque nous commencerons les hostilités, nous n'aurons qu'une seule armée, soit sur le Pô, soit sur le Mincio. »

Lors de la course rapide que je fis à Florence, au moment de me rendre à Paris pour y traiter la question de la cession proposée de la Vénétie, j'exposai au général La Marmora les raisons pour lesquelles je condamnais la répartition des forces en deux armées.

Il m'a dit que Cialdini avait étudié la question et qu'il était sûr du succès.

Lorsque, ma mission terminée, je rentrai en Italie, on reprit à Florence, le 9 juin au soir, la question de la concentration, de la marche coude à coude. Le ministre Jacini était présent. La Marmora me dit : « Allons vous êtes, vous aussi, de ceux qui voudraient les troupes JUNE DSOURA D'LE AUTRE¹ (jeter les troupes les unes sur les autres). »

Lorsque je passai par Plaisance, je m'élevai également en causant avec le général Petitti contre la répartition des forces en deux groupes. Il me dit que Cialdini était sûr du résultat, qu'on était obligé d'avoir des ménagements avec lui, qu'une opération aussi brillante que le passage du Pô et de l'Adige donnerait immédiatement un grand prestige à l'armée italienne aux yeux de l'Europe. »

C'est en ces termes que le général Govone résumait sommairement, dans cette partie de ses *Mémoires*, une bonne partie des observations et des remarques qu'il avait consignées par écrit et qui avaient trait tant aux conversations qu'il avait eues qu'aux conseils qu'il avait été appelé à donner. L'unité de commandement et la concentration des forces, surtout après l'expérience qu'il avait acquise au prix de tant de souffrances, en 1848, sur le Danube, en Crimée et en 1859, lui semblaient chose tellement capitale que dans toutes ses lettres, dans toutes ses notes, il ne fit que revenir sur ces idées qu'il avait constamment défendues tant en Prusse qu'en Italie. Il ressort clairement de toutes ces pièces que le général conserva jusqu'au dernier moment l'illusion, l'espérance, que la concentration serait achevée au moment où la guerre éclaterait.

Pour ce qui est du plan de guerre, il ne cessa d'insister sur la nécessité d'entrer en opération avec une seule armée formant une seule masse et prête par suite à agir

1. Dialecte piémontais.

présenterait plus de difficultés que le passage du Pô. Je prends la liberté (que je vous prie de me pardonner) de vous adresser sous une forme essentiellement privée et sans autre objet que celui de défendre mon opinion, un Mémoire que j'ai rédigé à ce propos.

L'armée italienne doit, au cours de la présente campagne se proposer : de réduire l'ennemi à l'impuissance en l'obligeant à s'enfermer dans les places et en poursuivant sans trêve ni répit jusqu'aux frontières de l'Italie tout ce qui ne se sera pas jeté dans les forteresses ; d'occuper le Tyrol et d'y provoquer un plébiscite destiné à amener l'annexion de ce pays ; de s'emparer d'une des places, Vérone, si faire se peut, ou Venise ; d'occuper Trieste, soit pour l'échanger plus tard contre les autres places, soit pour garder définitivement cette ville, si l'issue de la guerre et la détresse et l'abaissement de l'Autriche le permettent.

Il me semble avant tout que, quand on a devant soi une armée de 180.000 hommes, dont 80.000 peuvent être amenés en ligne sur le champ de bataille, vouloir diviser ces forces entre deux armées, c'est, qu'on me pardonne l'expression, commettre une faute que les événements ont condamnée depuis longtemps.

Telle a toujours été mon opinion et je l'ai exprimée énergiquement, bien avant les événements. On doit opérer avec toutes ses forces réunies. On peut toutefois essayer de justifier ces opérations en s'appuyant sur ce fait que l'on aurait facilement puremporter la victoire le 24 sans les autres erreurs qu'on a commises et qu'on ne saurait imputer au commandement en chef.

A mon avis, il s'agit actuellement d'opter pour la direction à donner aux opérations ultérieures entre les quatre combinaisons suivantes :

1° Prendre une forte position sur les hauteurs qui entourent Peschiera et sur celles de la rive droite du lac de Garde, détacher un gros corps de troupes régulières ou de volontaires qui pénétrera dans le Tyrol et tournera par là le quadrilatère.

de Vienne, et aura fait filer une partie de ses troupes vers la capitale, et alors l'ensemble de notre tâche et surtout la conquête du Tyrol se trouveront singulièrement facilités. Ou bien il s'entêtera à conserver ses positions, et dans ce cas les Prussiens ne rencontreront que peu de résistance lors de leur marche sur Vienne. Enfin un armistice nous trouvera au moins devant Vérone.

3° J'en viens maintenant au troisième projet d'opération: Passer le Pô, puis l'Adige avec toutes les forces réunies sur le bas Pô. Les conditions topographiques locales jouent ici un rôle considérable. S'il est vrai qu'il est facile d'inonder le pays, s'il est également vrai qu'il y a dans toute cette région un nombre très restreint de routes, que ces routes elles-mêmes sont enserrées entre des obstacles insurmontables, disposés de telle façon qu'il est de toute impossibilité de déployer les colonnes, l'opération sera assurément hasardeuse et la supériorité numérique dont nous disposons deviendra inutile. On ne pourra alors déboucher qu'en colonne de route. Enfin une opération de ce genre présente encore un autre inconvénient, celui de retarder et de ralentir sensiblement la reprise d'une offensive vigoureuse. Ou bien le général Cialdini passera seul et presque immédiatement le fleuve, et alors il peut se trouver exposé à avoir sur les bras les forces que nous avons eues devant nous le 24, et dans ce cas il ne pourra pousser en avant que lorsque nous aurons opéré notre jonction avec lui. Ou bien on attendra encore avant de se décider à tenter le passage du Pô, et il en résultera un nouveau retard qui se produira au moment même où la rapidité des succès de la Prusse peut mettre promptement fin à la guerre.

De toute façon, lorsque, après avoir passé le Pô et l'Adige, on s'avancera en Vénétie, il sera absolument indispensable de faire des détachements chargés de couvrir notre ligne de communication sur Bologne, soit contre Mantoue par Borgoforte, soit contre cette même place par Ostiglia et Legnago. Quel devra être alors l'objectif de l'armée? Il dépendra de la direction que l'ennemi donnera à ses opérations,

CHAPITRE VIII

CUSTOZZA

Le 24 juin au matin, la principale armée italienne s'était remise en marche par groupes isolés et fort éloignés les uns des autres¹. Non content d'avoir commis la faute de laisser ces colonnes traîner avec elles leurs trains de voitures de réquisition, on avait été plus loin encore en plaçant

1. Le premier groupe se composait du I^{er} corps (Durando) qui, ayant laissé sur la droite du Mincio la division Pianell chargée d'observer Peschiera, s'avancait par des routes divergentes à travers un pays couvert et accidenté avec les divisions Ceraie, Sirtori et Brignone entre lesquelles n'existaient que des communications insuffisantes.

En arrière et assez loin de ce premier groupe venait le III^e corps (Della Rocca), marchant en ordre plus compact, mais très éprouvé par de longues marches, et qui s'engagea dans la plaine avec ses trois divisions, Cugia, Bixio, prince Humbert, se tenant presque à la même hauteur. Derrière ces trois divisions venait la cavalerie de ligne (de Sonnaz) précédant la division Govone, qui formait la réserve du corps.

Le II^e corps, moins deux de ses divisions, Cosenz et Nunziante, chargées d'observer Mantoue et Bogoforte, formait un troisième groupe fort des deux divisions Longoni et Angioletti qui se suivaient de fort loin et qui, ayant quitté le matin assez tard des cantonnements fort éloignés de ceux du III^e corps, marchaient à une grande distance en arrière de ce corps.

Toutes ces divisions avaient emmené leurs bagages. Mais, en raison de l'encombrement causé par ces énormes convois, Durando avait arrêté à Valeggio une partie du train du I^{er} corps. Au III^e corps, les ordres donnés par le commandant de corps avaient au contraire aggravé la situation. Les équipages des divisions de tête vinrent à plusieurs reprises contrarier la marche des troupes de la division Govone et empêchèrent même la division Longoni de continuer son mouvement.

Les divisions du III^e corps qui se portaient sur Villafranca, précédaient non seulement toute la cavalerie de ligne, mais encore la brigade légère chargée du service d'exploration et de découverte, à laquelle personne ne songea à envoyer des ordres en temps utile.

à plier. Le duc d'Aoste et le général Gozzani qui s'étaient couverts de gloire étaient blessés ; la ligne trop mince et trop étendue des grenadiers de Lombardie était enfoncée ; les grenadiers de Sardaigne étaient épuisés tant par les efforts qu'ils avaient faits pour défendre leurs positions que par les retours offensifs qu'ils avaient exécutés sur un terrain aussi difficile que les pentes du Monte Croce ; Cavalchina, Belvedere, Custozza étaient au pouvoir des Autrichiens qui, pendant un moment, avaient même été maîtres de Monte Croce, lorsqu'à 10 heures Brignone, hors d'état de se maintenir, donna l'ordre de se mettre en retraite, au moment même où en face de lui la brigade Weckbecker et une partie de la brigade Böck, croyant, elles aussi, que leurs attaques avaient été infructueuses, se retiraient dans le plus grand désordre.

Scudier et Böck restaient donc maîtres de Custozza et de presque toutes les positions dont on s'était disputé la possession. Du côté des Italiens, les deux bataillons du 64^e, division Cugia, envoyés par le général La Marmora sur le Monte Croce et que le colonel Ferrari avait brillamment et vaillamment conduits, avaient pris pied sur les hauteurs. Enfin quelques petits paquets de braves grenadiers, électrisés par les exhortations et l'exemple de chefs tels que Boni, Fezzi, Tortori et quelques autres vaillants officiers,

et, plus tard, Pianell et la réserve du I^{er} corps combattirent contre les brigades Benko et Weimar (division de réserve, et la brigade Piret du V^e corps.

La division Sirtori combattit contre la brigade Bauer et se retira devant la brigade Moring du V^e corps.

La division Brignone combattit contre les brigades Weckbecker et Böck du IX^e corps et Scudier du VII^e.

La division Cugia, engagée presque exclusivement dans un combat d'artillerie, délogea le matin de Monte Croce 10 compagnies du régiment Archiduc-Rodolphe (brigade Scudier) et combattit le soir contre le régiment Maroicic (brigade Kirchberg).

La division Govone eut successivement affaire avec la brigade Scudier et le régiment Grand-Duc de Toscane (brigade Böck), puis avec le régiment Thun (brigade Kirchberg), et avec les fractions encore intactes du régiment Roi de Bavière (brigade Weckbecker), ensuite avec les brigades Piret et Welsersheimb du VII^e corps, Moring du V^e, et 2 bataillons du régiment Nagy (brigade Bauer, également du V^e).

forcées d'abandonner les hauteurs. Pendant qu'e reformaient dans la plaine, pendant que le 52^e couv les yeux du général Govone la retraite de l'armée, que pour assurer le salut de leurs frères d'armes nières fractions de la 9^e division brûlaient leurs d cartouches dans les maisons et sur les pentes des col Custozza, les colonnes autrichiennes s'élevaient hé vers ces crêtes que, pendant le cours de cette même j elles avaient à plusieurs reprises jonchées des c de leurs soldats. Ces hauteurs que les Italiens leur disputées pendant tant d'heures, ces hauteurs q naient seulement d'évacuer, les Autrichiens allaie tenant les occuper sans perdre un seul homme. Qu Italiens, ils avaient une fois de plus à déplorer d'une bataille.

à Custozza les 7^e et 16^e divisions, qu'il faut absolument à la fin d'une bataille engager ses dernières réserves, etc.

La Marmora se remet à discuter avec moi. Je continue à insister sur la nécessité de reprendre la marche en avant, et cela au plus vite.

La Marmora me dit que Cialdini persiste à vouloir mettre son plan à exécution. Je vois que La Marmora n'a pas encore retrouvé son calme et sa décision ordinaire. Il me parle de Ricasoli qui ne remet rien en ordre et laisse les choses s'embrouiller bien plus qu'elles ne l'ont jamais été. Mais je dois déclarer que quant à moi je suis de plus en plus convaincu qu'on commet une abominable injustice et qu'on cherche seulement à rejeter sur un autre les erreurs qui ont été commises en prétendant que le roi est seul cause de tout ce qui est arrivé.

« Cadogan vient avec moi à Mariana.

8 juillet... (D'après une lettre au général Petitti). Je vous télégraphie, mais à titre essentiellement privé et amical, pour vous prier de faire rectifier la note humiliante, publiée par les journaux qui ont imprimé que nous n'avions eu qu'un millier de blessés. Quand on combat en terrain coupé, et surtout quand on abandonne ses positions, on laisse sur le terrain la plus grande partie de ses blessés... Pour l'amour de Dieu, qu'on nous rende au moins justice.

Ne croyez pas que l'armée soit indisciplinée ou qu'elle murmure. Nous avons une armée excellente, solide, brave, bien supérieure à l'armée autrichienne, pleine de confiance, qui ne demande qu'à marcher et qui s'impatiente...

Voilà la vérité vraie. Nous, nous mettons toutes nos espérances dans le commandement en chef. Pourceu que la politique ne nous oblige pas à rester sous le coup de l'échec du 24!

Mariana¹, 10 juillet... Un de mes officiers reçoit à l'instant du député Sanguinetti, son frère, la nouvelle que la Prusse

1. Extrait d'une lettre particulière.

Mais non...

*C'était le 19 que j'avais ce dialogue. Le 20, Pers
faisait battre et le faisait par couardise ! Honte et
Malheur pour l'Italie, innocente de tant de crime
qui a donné son dernier sou, tout en ayant fait
l'honneur et la gloire du pays !*

Dans les premiers jours de septembre, les troupes commencèrent leurs mouvements pour rentrer dans les garnisons. En Prusse, la nation, désormais consciente de sa force, persévéra avec enthousiasme dans la voie laquelle un grand ministre l'avait engagée presque à force. L'Italie qui non contente de seconder les vues de son gouvernement l'avait en réalité poussée en avant. L'Italie qui, ayant répondu à la demande de 10.000 volontaires qu'on désirait voir se joindre à ses 200.000 soldats en offrant 70.000, l'Italie, que la victoire avait remis maîtresse de ses frontières, de ses alliances et de ses destinées, retombait à nouveau dans la monotonie des combats parlementaires et des difficultés financières.

S. M. le Roi de Prusse « qu'en ce qui concerne le Gouvernement de l'Autriche, la Vénétie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix.

« S. M. l'Empereur d'Autriche adhère aussi, de son côté, à cette déclaration et donne son consentement à la réunion du royaume Lombardo-Vénitien avec le royaume d'Italie sans autre condition onéreuse que la liquidation des dettes, qui, grevant les parties des pays cédés, seront reconnues conformément au procédé suivi dans le traité de Zurich. »

lors de la discussion du budget de la Marine oubliant le vote de l'ordre du jour Chia rissant sur les demandes présentées par le Marine lui-même, avait proposé d'augmen lions (comme elle l'avait fait pour la Guer de la Marine. Le général Govone avait pron mots contre l'adoption de cette proposition et ces augmentations quoiqu'assurément utiles augmentations désirables est si vaste), n' dant pas indispensables. Et comme le rapp Commission lui demandait la raison pour laq pas combattu l'augmentation du budget de général lui répondit en lui rappelant qu'il av ces augmentations. Ces quelques paroles et qu'il avait faite au sujet de son vote deva pelées quelques mois plus tard au généra l'offre d'un portefeuille qu'il était loin de c

La chute du ministère Menabrea (20 no conséquence d'une crise latente qui couva quelques mois, fut en effet le point de dépa ouverte celle-là, qui fut peut-être la plus lo laborieuse qu'aient enregistrée les annales p de l'Italie.

27 novembre 1869 ¹. — *Par dépêche télégr jour, Lanza, le président de la Chambre, m gence à Florence pour conférer avec moi*². . . un autre télégramme que je partirai le soir j'arriverai à Florence le dimanche 28 au soi de cet appel à personne, sauf au général F quel j'expose toutes les raisons pour lesquel terai en aucun cas le ministère de la Gu l'offre...

Le soir, à onze heures un quart, je prends

1. Extraits du journal écrit par le général Govone du au 13 décembre 1869.

2. Le général Govone était à ce moment à Naples.

à de fortes réductions. Je lui dis que, le cas me proposai de citer son nom à Lanza pour même pour la Guerre. Le général Robilant, complètement étonné par la proportion relative me dit que n'ayant aucune connaissance de la matière il ne saurait accepter ce portefeuille prendrait tout autre portefeuille. Et comme mes idées sur les réductions qu'il serait possible de subir à l'armée, il me répondit qu'il était, sur son avis, qu'il trouvait même que ces réductions suffisamment radicales, qu'on pouvait et qu'on irait beaucoup plus loin dans cette voie, mais que les ministres devraient en faire autant et prendre l'engagement de poser la question de cabinet toute s'agirait d'obtenir le rejet de quelque nouvel emprunt.

J'ai revu le général Robilant un peu plus tard dit qu'il avait réfléchi et qu'il prendrait maintenant le portefeuille de la Marine parce qu'il avait trouvé quelqu'un qui pourrait le guider et le conseiller, — *fin*.

A trois heures, je vais à la Chambre des députés conférer avec Dina et lui dire que, comme Lanza se charge de constituer un Ministère, il lui propose de présenter au roi le nom de Sella. Dina me dit que Lanza lui avait rapporté toute la conversation eue avec moi, que j'assumais une terrible responsabilité en causant par mon refus l'échec de la combinaison. Sella était impossible, qu'il n'aurait en aucun cas la mission de former un cabinet et qu'il ne restait d'alternative que d'avoir recours à Rattazzi. Dina me prouve qu'il était impossible de songer à Sella. Elle me donne deux pages écrites par Sella lui-même, mais ne peut terminer le reste.

Les paroles de Dina font une profonde impression sur moi et je ne me sens pas le courage d'assumer une responsabilité aussi grande que celle d'avoir

tenant l'exposé de mes idées sur les réduct la lettre que je lui envoie le lendemain ve de l'après-midi.

10 décembre. — *La combinaison Cialdini-S tement échoué pendant les derniers jours. aujourd'hui et me demande d'aller chez la trouve Dina et Chiaves. Sella m'expose ce et me dit qu'il a été chargé par le roi de for tère et qu'il s'est réservé d'accepter le man conféré avec Cialdini et Lanza. Entre tem, prêt à toute éventualité, il a résolu de cherch éventuels. Il me dit que je suis indiqué pou insiste pour que j'accepte en raison de le pays. Il ne fixe A PRIORI aucun chiffre de ré*

Je présente mes objections ; j'insiste sur Bertolé ou de Robilant. Je lui répète ce Lanza dans ma dernière entrevue, que j refuser le portefeuille dès qu'il fait de me la condition indispensable de la réussite de sons.

Puis vient une scène entre Sella et Chiaves qu'il renoncera à sa mission si Chiaves n'en garde des sceaux. Chiaves dit qu'il n'accep condition.

Le soir, je rencontre Dina qui me dit Chiaves est arrangée. Chiaves restera en de renonce pas.

Dans cette conversation, je dis à Dina qu' qu'il y aurait un grand coup à faire, si S Lanza la Présidence et les Affaires étrang disparaitre ainsi toutes les suspicions d'in buées à Sella lors de l'échec de la combinai s'assurerait plus aisément l'appui des Perma précisément le nœud de la question. Dina r

1. *Permanenti*. Nom d'un nouveau parti ou plutôt d'un qui s'était formé au Parlement italien.

cher Lanza qui vient et fait de sérieuses objections, il finit en somme par accepter à la condition de deux portefeuilles, celui de la Marine et passe outre à toutes ces questions avec beaucoup de facilité.

14 décembre. — *Les difficultés s'aplanissent pas du ministère et Castagnola y entre et présente le projet de la marine que j'ai absolument retenu. On prend rendez-vous pour aller chez lui à six heures et demie. Nous prêtons serment et le soir, nouvelle réunion chez Lanza pour y passer la nuit provisoire. A six heures j'ai été chez le roi qui m'a appelé.....*

15 décembre. — *Je vais m'installer au ministère de la Guerre. A deux heures, présentation à la Chambre et discours de Lanza. A trois heures, présentation au Sénat et discours du même. En sortant du Sénat, Lanza m'appelle et me dit dans son discours, dans lequel il a beaucoup dit de la Guerre, il a dit quelque chose qui m'a fait répondre que non; mais j'ajoute qu'il doit garder à ce que les économies à faire sur la marine soient possibles qu'à la condition d'en faire dans toutes les autres, c'est-à-dire sur l'Université, sur les Pensions, les cours de cassation, etc. Je le prévient qu'il ne se trompe pas, je me retirerais.*

Au reste, hier soir, en rentrant à la maison, j'ai dit la même chose à Sella, c'est-à-dire, qu'on avait décidé le programme lorsqu'on s'est occupé de faire des économies, mais qu'il pouvait être certain que si on ne parlait pas, je déclarerais que je ne reculerais pas devant une crise partielle si, de même qu'à la Guerre, on faisait des économies dans tous les Ministères, et qu'il fallait l'en avertir loyalement.

Nous voilà en pleine mer, il s'agit de continuer la traversée. »

tion et la confiance de l'armée qu'il avait si acquises sur d'autres champs de bataille. M pleinement conscience du danger, il avait d science que seule la voie qu'il était décidé à vait assurer le salut de l'armée et lui épargn bien autrement graves.

La lettre suivante, dans laquelle il avai idées au roi, en fournit la preuve incontestab

Au Comte de Sonnaz

Premier aide de camp de Sa Majesté, Flor

Florence, 9 c

« MON GÉNÉRAL,

« *Votre Excellence me demande, par ordre posé des motifs qui m'ont amené à reconnaît ment l'opportunité, mais l'urgence de réalise économies sur le budget de la Guerre. Je vais cette liberté d'appréciation et de paroles qui et qui peut être utile au service de Sa Majest du pays.*

Les considérations qui se sont imposées à m bien plus d'ordre politique et financier que technique et militaire.

Il est hors de doute que, si l'on voulait met les dépenses militaires de l'Italie, et d'un cô son armée calculée par rapport à la population et de l'autre les exigences d'une politique qu la grande et légitime influence de l'Italie da des nations européennes, il ne se trouverait p litaire qui osât prétendre que l'armée et les d fait pour elle sont suffisantes pour atteindre L'armée, telle qu'elle est composée aujourd'h peine des effectifs nécessaires pour assurer les naliens du service de garnison et est, par suite, recevoir une bonne, une solide, une vraie insi taire. Le soldat ne reste pas sous les drapeaux ci

taire. — On peut reconnaître à des signes au qu'indiscutables, le fait que l'opinion publique de la situation financière de l'Etat, q de la faillite, qu'elle réclame des économie sur lesquelles elle fonde des espérances peut-être Beaucoup d'hommes politiques sont d'avis qu impossible qu'injuste de résister à ce mouvement, et que seul un ministère qui inscrira sur le mot économie, un Ministère qu'on saura fidèle à ce programme, pourra avoir pour le pays et du Parlement.

L'honorable Lanza, chargé par le roi de ministère, avait accepté comme base fondamentale de l'administration, le programme des économie connu que, mieux que tout autre, ce programme aux circonstances, aux nécessités du moment, de conscience publique. Grâce à ce programme assurer au Gouvernement le concours de l'opinion et grouper autour de lui la majorité de la Chambre pensait qu'en portant haut ce drapeau, tout le monde du Gouvernement qui appartiennent à l'opinion devraient le suivre et se grouper autour de lui sous l'impression qu'exercera sur eux l'opinion publique.

Il pensait même qu'en leur donnant de sérieuses raisons d'autre nature, les membres de la droite de l'opposition pourraient pas se refuser à le soutenir.

Il croyait enfin qu'il se formerait fatalement une majorité dont soit lui-même, soit tout gouvernement après lui, aurait le droit de réclamer le concours. Le déficit comblé grâce à toutes les économies possibles de réaliser, il se proposait de réclamer l'abolition de toutes les dispositions des lois fiscales qui ouvrent un vaste champ ouvert à la fraude, empêchant ainsi de profiter de l'accroissement constant et indéfini des dépenses publiques en Italie. L'honorable Lanza pensait qu'il avait le droit d'exiger la rentrée intégrale des impôts et croyait qu'il trouverait peu de rési-

soit improbable, et qu'en tout cas l'Italie ne p sur pied les vingt divisions qui correspondent il me semble par conséquent inutile et danger entre les désirs généreux et l'impuissance de d'autant que l'incertitude de l'avenir est peut- cause déterminante qui, afin d'assurer d'i avantages à nos finances, doit nous pousser à re d'une guerre que la sauvegarde de notre honr indispensable, nos moyens militaires aux force indispensables pour mobiliser dix ou douze di

L'infanterie est d'ores et déjà réduite à des delà desquels on ne saurait descendre sans c l'ordre public. On ne saurait donc songer à économies de ce côté. Par contre, les armes sp dont on a moins besoin à l'intérieur et qui so de guerre, l'artillerie et la cavalerie, trop fai d'hui pour fournir à vingt divisions, mais trop pour dix ou douze, pourraient subir une re ramènerait leurs effectifs à des chiffres corres besoins de ces douze divisions, que, seules, et plus grands efforts, on parviendrait à pouvo campagne.

Telle est à mon sens la seule voie ouverte p cher du chiffre d'économies réclamé par l'hono. On n'objectera que ces armes spéciales sont dont la reconstitution ultérieure sera la plus d il me semble que nous avons commis une lou attribuant peu d'importance au préjudice q des nécessités financières, nous avons causé à dont les hommes passent trop peu de temps s peaux. En Angleterre, en Prusse, partout c saines idées sur les besoins de l'armée, c'est s de l'infanterie qu'on se base pour porter un j la valeur réelle des armées.

Pour ce qui est du caractère même qu'il co donner à cette réduction des effectifs de la ca l'artillerie, je pense que cette diminution ne c

Il est vrai qu'une fois ces réductions opérées comme me l'a fait observer le ministre actuel, taines sommes pour des dépenses indispensables figurent pas au budget, savoir :

| | |
|---|-------------|
| <i>Taxe de mouture.....</i> | <i>lire</i> |
| <i>Change de monnaie (perte sur le change).....</i> | |
| <i>Taxe sur les contrats.....</i> | |
| <i>Officiers in aspettativa (position d'attente) en plus de l'effectif budgétaire.....</i> | |
| <i>Économie de 40/0 qu'on ne pourra pas réaliser en entier comme on l'a prévu dans le budget.....</i> | |
| TOTAL..... | |

Donc l'économie totale de.....
serait réduite à.....

Économie assurée et qui peut-être même dépassée.

Résumant maintenant les idées que j'ai eues dans cette lettre déjà trop longue, Votre Excellence mettra de lui répéter que l'armée, étant maintenant faible qu'elle ne saurait représenter à l'étranger une force respectable, et que nos finances nous empêchant de la renforcer, il vaudrait mieux vaincu qu'il serait inutile et même dangereux de vouloir devant une réduction ultérieure et d'hésiter à le faire. Le parti qui, profitant des circonstances politiques, sacrifierait nos finances, sauverait en même temps l'avenir.

L'exemple de l'Autriche me confirme dans ce que je dis. Après la terrible secousse de 1848-1850, l'Autriche, ébranlée à l'intérieur et à l'extérieur, ne sut pas parvenir au rétablissement de ses finances les quelques années de paix qui lui étaient assurées. On maintint l'armée à un chiffre de beaucoup supérieur au chiffre de 1848, on entassa dettes sur dettes, emprunts sur emprunts, et lorsqu'il lui fallut enfin ouvrir les yeux des conséquences du déficit, l'Autriche dut réduire non pas les effectifs, mais la durée de la présence des so-

même dans les rangs de la droite, toujours cependant à sacrifier sa popularité aux besoins, des hésitations et des dissentiments de mauvais augure, tandis que la gauche, systématiquement irréconciliable, repoussait les impôts, les économies, repoussait la force qui est le propre de la responsabilité et n'ayant qu'un programme exclusivement négatif.

Il aurait été bien difficile, impossible même dans ces conditions une majorité, une majorité autour de projets dont la réalisation obligeait au recours à des remèdes héroïques, si l'on n'avait au pays qu'on mettait tout en œuvre pour recueillir la plus stricte expression des charges nouvelles qu'il demandait de supporter. La faible majorité des projets du Ministère n'avait pu être obtenue.

Le 12 juillet, l'ensemble de la loi de finances, grande et courageuse œuvre de Quintino Sella, est enfin au port. Si des circonstances exceptionnelles devaient peu de temps après suspendre momentanément l'application des réformes et des économies avec tant de peine, les bases du programme étaient désormais admises et posées et assurément l'avenir assez rapproché, le sauvetage du jeune royaume.

1. Résultat du vote sur l'ensemble du projet de loi de finances : Votants 274, majorité 138, pour 150.

était en son pouvoir, le ministère avait adopté une conduite basée sur la situation du moment, définitive dépendait non pas de lui, mais de l'issue que se livraient en dessus et en dehors de ces tendances les plus opposées, lutte d'autant plus que chacun des partis y apportait un égal patriotisme et une égale conviction que seul il travaillait au bien. La lutte à laquelle ne devaient mettre fin que les décisions définitives par l'Empereur du traité qu'on signa (3 août), rejet qui dissipa les dernières illusions, nouvelle du premier échec de l'armée française qui obligea le gouvernement et le pays à prendre une décision.



Laissant pour un moment de côté la lutte, nous nous attacherons à montrer de quel poids même des conditions politiques et financières la situation militaire avait pesé sur la balance.

Lorsqu'on reçut le 15 juillet les nouvelles de la guerre inévitable, l'Italie était à vrai dire dans une situation désastreuse. La façade de l'armée était intacte : il existait encore comme en 1866, 20 divisions ; on n'avait supprimé aucune unité tactique ; trois classes étaient sous les drapeaux.

Il fallait cependant du temps pour mobiliser 100.000 hommes et le temps qui manquait pour parachever cette mobilisation. Govone concluait en ce sens.

« Le soussigné croit devoir mettre ces faits sous les yeux des Ministres. »

Il est indispensable de prendre d'urgence une décision.

« J'ai l'honneur de prier le Conseil des Ministres de déterminer nettement la ligne de conduite que le Gouvernement doit poser à Sa Majesté de prendre entre les deux éventualités qui se présentent à l'entrée en action, afin qu'il soit possible de procéder aux mesures nécessaires et indispensables. Le soussigné, en même temps qu'il expose au Ministère l'état de fait, ne saurait assumer la responsabilité de l'armée sur le pied actuel, s'il existe la moindre possibilité d'augmenter l'armée, ne fût-ce que dans un avenir prochain, sortir de la situation actuelle. »

en congé anticipé de la classe la plus ancienne sous les drapeaux depuis plus de trois ans, mais pas l'appel de la nouvelle classe qui fut en janvier 1870...

« En juillet 1870, lorsque la guerre franco-allemande éclata, toutes nos classes de première catégorie, celle de la dernière levée, étaient parfaitement mobilisées et les économies réalisées n'eurent d'autre conséquence que celle du renvoi en congé illimité d'une des plus anciennes, celle de 1845, qui aurait encore été sous les armes, s'il n'avait pas fallu faire ces économies. Cette circonstance aurait retardé de deux à trois jours la mobilisation générale de l'armée, mais sans porter atteinte au nombre et à la qualité de cette armée, dans ces conditions on aurait dû procéder à l'improviste et au plus tôt à la mobilisation de ce genre.

« Mais on n'eût même pas à ressentir les effets de cet inconvénient en 1870, puisqu'en raison même de la situation politique du moment le Gouvernement avait pu, qu'avec la plus extrême circonspection à l'égard de notre armée, si bien qu'on n'appela les classes 1 que le 23 juillet et qu'on n'envoya pareil ordre aux classes des années antérieures qu'un mois plus tard. »

Le général Govone avait donc choisi entre les systèmes susceptibles d'être employés en vue de l'effectif budgétaire, celui-là même qui présentait le moins d'inconvénients et qui, si l'on eût été obligé de donner une mobilisation générale et imprévue, aurait retardé que de deux à trois jours la mise sous les armes de l'armée tout entière, sans altérer sa force numérique, ni la qualité des soldats. L'expérience qui ne se manifesta même pas par le fait que l'armée fut mobilisée comme le dit le général Ricotti en terminant : *« Les économies réalisées par le général Govone n'exercèrent la moindre influence sur la marche de nos opérations militaires au cours de cette année. »*

La grande, la véritable cause de la faiblesse de l'Italie, c'était sa faiblesse financière, ce Ministère Lanza-Sella se proposait à bon droit de guérir, et qu'au point de vue strictement général Govone regardait comme l'ennemi qu'il fallait de combattre avant tout autre, virilement et au prix des plus grands efforts.

« *L'Italie est faible aujourd'hui*, disait-il en dans sa lettre à de Sonnaz, *et nous serons encore l'impuissance jusqu'au jour où nous aurons des finances. Faibles aujourd'hui, nous serons encore demain.* » Et il avait alors cité l'exemple de l'Autriche en 1866, obligée, par l'état de ses finances et les hésitations des généraux, à retarder ses premiers mouvements tant qu'elle put conserver la moindre espérance d'un succès qui s'adaptait à merveille à ce qui se passait alors en Italie, où malgré les instances du Ministère de la Guerre on n'avait pu se décider à prendre les mesures les plus indispensables et où, afin d'éviter des dépenses inutiles, attendu pour cela jusqu'au jour où la situation se fut nettement dessinée.

Ce qui arriva, loin d'être la condamnation que le général Govone, n'en était au contraire que la douloureuse confirmation, plus prompte et plus certaine toutefois qu'il n'avait pu le croire lui-même.

*
* *

Ce fut à ce moment — alors que les questions avaient été plus que compensées, — l'armée était déjà et plus nombreuse et mieux équipée que par le passé — alors que la continuation des opérations ne dépendait plus que de l'orientation de la politique — lorsqu'il suffisait d'un peu de courage et d'un peu de bonne foi pour voir que l'imp

toutes les manœuvres faites dans ce but ont eu de me clouer à mon poste... »



Pendant les tout premiers jours du mois partisans de l'alliance française vécurent sous l'égide de l'heureuse escarmouche de Sarrebruck. Metz, le 4 août, et Wörth, le 6, inaugurèrent la série continuelle et terrifiante des revers de la France. Au même moment, les menaces d'Autriche immobilisaient l'Autriche.

Les destinées de la France étaient désormais scellées. Le concours de l'Italie, qui, eût-il même été d'heureuse première heure, n'aurait plus servi qu'à combler les pertes, n'aurait pu lui être fourni dès ce moment où la France n'allait plus avoir d'alliance dont la France avait rejeté la clause qu'elle considérait comme condition essentielle, n'aurait plus été dès lors une tentative pleine de périls, mais chevaleresque tentée pour sauver à un ami les conséquences de sa folie ; elle était devenue un acte de démence, une association dans le suicide, une participation à un désastre qui, sans gloire pour la France, ruinerait le pays aux finances épuisées, pays dont l'union avec l'Italie récente et encore mal soudée, aurait eu pour la France des conséquences bien plus tragiques encore que celles que l'union avec l'Italie avait eues. La France qui, grâce à ses richesses, à sa solide cohésion, devait survivre au désastre et renaître de ses ruines.

L'intervention dans la guerre était désormais impossible.

Mais l'espoir qu'un changement dans les conditions de la guerre pourrait à un moment donné rendre à la France l'utilité qu'il n'avait plus à ce moment, la perspective de pouvoir peut-être intervenir par la suite de façon à épargner à la nation amie des maux inévitables, était encore une tentation.

et des luttes politiques avaient achevé de le donner le dernier coup. Ces dernières semaines d'activité d'insomnie et de doutes avaient été pour lui un véritable supplice et seul, depuis le 3 août, le sentiment de l'avait soutenu. Après le 4 septembre, son soutien ne dura que deux jours encore, puis les forces lui manquèrent.

Le 7 septembre, il présentait sa démission. Quintino Sella lui écrivait :

« Très cher ami... Nos troupes s'avancent de victoire en victoire romaines sans rencontrer de résistance. Nous parlons souvent de toi avec reconnaissance. Nos troupes se sont trouvées prêtes à l'heure où il fallait. Elles n'ont manqué de rien. »

Celui qui ne peut parler et se souvenir éprouve une gratitude indélébile, c'est moi, pour toi que je dois l'approbation du projet de loi par le Parlement. Moi donc et tout le pays, nous te devons une profonde reconnaissance, puisque c'est toi qui nous as montré la possibilité de faire de sérieuses économies dans l'armée sans la désorganiser. Et, du reste, cette reconnaissance m'a l'air d'être universelle, puisque je vois que les généraux, même ceux des partis extrêmes, te regardent avec sympathie et estime. »

Six jours plus tard, le drapeau italien flottait sur Rome, récompense suprême de tous ceux qui avaient vaillé à la résurrection de l'Italie.

APPENDICE

NOTES, ANNEXES ET DOCUMENTS

annuels atteignait à peine le chiffre de 30 centimes par an. Souvent des travailleurs des champs se nourrissent de pain rassis. Une fois même, j'ai été douloureusement impressionné par deux femmes qui se querellaient avec la sentinelle afin de ramasser sur les glacis de Gaëte des herbes communes pour constituer leur nourriture. Tous mes officiers étaient habitués aux descriptions qu'ils me faisaient de la misère des paysans. L'un d'entre eux me raconta, qu'à l'époque de la moisson les journaliers rentrer le soir chez eux portant des gerbes sur leurs épaules et, qu'à la question qu'il posa à ce propos aux paysans, ceux-ci lui avaient répondu : « Eh oui ! ce sont de nous que vous volez, mais nous ne pouvons y porter remède. » « gagnent si peu de chose pendant toute une partie de l'année qu'ils mourraient de faim s'ils ne nous volaient pas. »

La faim et la misère sont les premières des plaies du prolétariat napolitain. Les injustices auxquelles le prolétariat est exposé ne butte viennent encore augmenter sa détresse.

Lorsque j'arrivai à Aquila, en mai 1861, je fus étonné de voir un nombre considérable de paysans et de vieilles femmes venir de points assez éloignés et se présentèrent jour après jour devant moi pour me prier d'intervenir dans des questions qui n'avaient rien à voir avec mes fonctions. C'étaient des questions relatives tantôt à la curie épiscopale, tantôt à la justice civile, tantôt aux administrations communales ou les garnisons. Force m'était d'inviter ces pauvres gens qui s'agenouillaient devant moi à se relever et de les renvoyer devant les autorités compétentes. La réponse était toujours la même : « Mais Votre Excellence n'est pas l'*alter ego* ! Ces autorités dépendent aussi de vous. » (Je ne puis me permettre de citer textuellement), car nous sommes paysans et vous ne nous écoutez pas ! »

Je sais qu'il serait injuste d'accuser ainsi indistinctement tous les fonctionnaires nés dans le pays. Mais cette accusation est fondée sur une cause et je la trouve dans les prévalences de l'administration bourbonnienne qui ont conféré un prestige aux fonctionnaires natifs du pays. Je pourrais citer le sous-préfet, originaire du royaume de Naples, homme d'un grand mérite et contre lequel je reçus bien souvent des lettres contenant les accusations les plus graves.

En parcourant le pays, j'ai souvent entendu raconter les maux passés et présents qui expliquent la défiance dont est l'objet le peuple napolitain.

J'ai dit que le prolétariat était la victime de nombreuses injustices.

Les riches corrompent les fonctionnaires publics et

1. « Est-ce que Votre Excellence n'est pas le délégué du roi ? » — une reminiscence de l'ancien régime.

en 1861, les prisons d'Aquila, j'y vis, si je ne me trompiais de la dernière classe qui y gisaient entassés dans des trous malsains, avec une nourriture misérable plusieurs mois, sans qu'on ne les ait, ni interrogés, ni classés. Tout ce honteux désordre est mis sur le dos de l'État. Ce qui me frappa encore, ce fut la réponse d'un juge qui me dit à ce propos. Il me dit que, comme on avait oublié un procureur général, celui qui en faisait provisoirement ne se souciait pas d'assumer la responsabilité, d'autant qu'il ne savait pas si le Gouvernement voulait être sévère ou non, et si la loi n'était pas au-dessus de tout Gouvernement.

Plus tard, j'ai vu des individus qui, après avoir été homicides commis lors des mouvements réactionnaires dans différentes communes de ma zone, à Rocaguglielmo, avaient été remis en liberté, bien que l'on sût dans la commune de quels crimes ils s'étaient rendus coupables. Un soldat du 43^e régiment découvrit à San Germano qu'un prêtre, De Valente, avait vendu des faux congés à raison de la pièce. Arrêté, il avait avoué le fait, mais il avait été remis en liberté sous le prétexte qu'on ne l'avait pas prévenu, mais seulement interrogé en qualité de témoin.

On avait en effet arrêté à Naples le chef de cette bande, un major Orsini, qui avait vendu des milliers de cartes à des débandés (*sbandati*) et avait de la sorte été beaucoup d'entre eux n'étaient pas venus se présenter à Naples qu'on n'osait pas faire marcher le procès, quoique, malgré les preuves évidentes de sa culpabilité, qu'il ne fût acquitté.

A San Germano, on acquitta un brigand convaincu de vols à main armée que mes soldats avaient arrêté.

A Gaëte, on en fit de même pour un homme qui avait volé des objets appartenant à l'État et qu'on avait retrouvés chez lui. C'est là de mes citations.

Quant aux magistrats cantonaux, qui sont en contact avec le peuple, il y avait bien peu d'honnêtes gens. Pendant que je commandais à Gaëte, on y commit de nombreux vols dans les magasins de l'État et on arrêta les voleurs. Ils furent tous remis en liberté par le juge.

Les juges cédaient souvent à la crainte et à l'intimidation ils avaient à faire à des membres de quelque *camorra* dangereux. Quant aux gens du peuple, dont ils n'avaient rien à craindre, j'ai déjà cité l'exemple du juge de Civitate qui avait lancé des mandats d'arrêt contre deux femmes d'entrer à son service.

Il m'est parvenu une foule de rapports sur des faits de ce genre, dont je me souviens trop vaguement pour pouvoir les citer.

Il est bien évident que, partout où de tels faits se

ment faire, non seulement pour administrer les pays di pour réorganiser l'administration ?

Je ne crois pas que ce personnel existe, et il s'agit contenter de surveiller l'œuvre de quelques-uns de ces f et de les protéger tous contre leurs subordonnés infid des pouvoirs étendus aux préfectures actuelles, telles constituées dans le Napolitain, ou avec les légères modifi pourrait leur faire subir, et vous mettez dans la plus g du pays le comble de l'anarchie dans la machine gouv

Il me semble donc évident que le remède consiste à c à donner des pouvoirs fort étendus à quelques c 3 ou 4 pour tout le royaume de Naples, qui entourés d' spécial, honnête, discret, exerceront sur l'Administrat veillance de tous les instants, lui traceront sa voie, leurs conseils et procéderont à l'épuration des emploi

Je demande seulement 3 ou 4 commissaires royaux faut des hommes de caractère, ayant une grande affaires, beaucoup de zèle et une grande facilité d hommes de premier ordre qui assureront l'exécution c s'occuper de la droite ou de la gauche, des bourbo libéraux, mais rien que de la loi.

On devra se garder de satisfaire les criailleries des changer ces hommes d'élite qui auront à combattre t tant d'illégalités. Dans le royaume de Naples, la publique, celle de la masse de la population qui a bes de justice, de légalité, ne se fait pas encore sentir av tout dans les provinces. Mais quand elle se sentira s opinion publique se réveillera, et ce n'est qu'après bonne fin leur œuvre de régénération sociale et de administrative, que ces hauts fonctionnaires peuvent e dans l'approbation de l'opinion publique la seule, la pense à laquelle ils prétendent¹..... »

1. Suivent quelques considérations sur la façon de condu contre les brigands, sur l'attitude des Français, sur les Général a eus avec eux et sur l'attitude des autorités pontil

se sont montrées au grand jour, et bien des *vendetta* on faites.

Ces actes de violence, qui laissent derrière eux de rancunes, ont brouillé avec la justice un nombre considérable d'individus, pour la plupart des gens du peuple qui ont serments à ces haines.

A cette première catégorie d'individus dangereux : s'ajouter de nombreux malfaiteurs, évadés des prisons et en 1860, qu'il avait été impossible de reprendre ou qui, amnistiés par la dictature. Leur nombre peut s'élever à 6, même 10.000 ; je ne saurais le fixer exactement.

Puis est venue la conscription et avec elle une nouvelle catégorie d'individus dangereux, les réfractaires ou les déserteurs qui par milliers dans la campagne et devenaient bandits.

Tant de haines, tant de rancunes et tant d'éléments devaient porter de tristes fruits.

L'arme des carabinieri a relevé dans les vingt-quatre heures de 1861 et 1862 1.500 assassinats, et ce n'est pas là un total exact, vrai, puisqu'on peut affirmer qu'il se commet au moins d'assassinats par an en Sicile.

Quant aux vols, aux extorsions, aux agressions sur la voie publique, aux séquestrations de personnes, aux incendies, je demandai à la Chambre la permission de lui lire quelques lignes d'un rapport de Girgenti du mois de mai :

« Le 8 courant, une bande de brigands a entouré sur le territoire de Naro la maison du métayer Alà, sequestra son fils et ne l'a relâché qu'après avoir extorqué une somme dont on ne connaît pas le montant.

Le même jour, dans les mêmes parages, on a commis divers crimes, de vol, de farine, accompagnés des violences ordinaires.

Là encore, on vola 6 mules et 2 juments suivies appartenant à Marziano qui rentra, dit-on, en leur possession, moyennant un paiement de 100 onces.

Le 9 au soir, la garde nationale de Naro et quelques carabinieri se rendirent à la ferme du métayer Alà pour donner la chasse aux brigands. De Naro on entendit une fusillade assez vive ; mais il n'y eut ni arrestations.

Le même jour, aux environs d'Aragona, une poignée de brigands a enlevé un certain Licata qu'on tira à 400 onces. On le retint pendant quelques jours entre la vie et la mort, et à la fin on le relâcha après lui avoir payé une somme de 100 onces.

A peu de distance de ce point, on arracha des bras mêmes une femme qu'on relâcha quelques jours après.

A Aragona, on mit le feu à des meules de paille appartenant à un certain Di Benedetto.

Au même moment, on aperçut sur la route dite Piano di C

Et un peu plus loin :

*« Les lois faites jadis pour le Piémont, sont nuisibles à
« les appliquer à la Sicile. Quand les lois ne sont pas en
« les besoins du pays, elles sont une calamité et non un bien
« peuple. »*

Puis plus loin encore :

*« Une grande masse de troupes, de carabiniers, de gardes
« de militaires à cheval en est réduite à assister au massacre
« sans pouvoir arrêter le fléau qui menace de tout détruire
« qu'elle ne peut agir qu'en cas de flagrant délit ou mun
« d'arrêt. Mais ce sont là des circonstances qui se produi
« ment et l'on ne peut par suite ni prévenir, ni punir*

Et enfin :

*« Nous émigrerons avec toutes nos familles pour trouver
« paix et la tranquillité que nous avons le si vif désir d'obtenir
« dès aujourd'hui nous abandonnerons nos campagnes. Nous
« nos usines avec la conscience qu'on ne peut nous rendre
« des conséquences qui résulteront pour la société du renvoi
« de milliers d'ouvriers jetés sur le pavé et obligés de se procurer
« le travail et du pain. »*

Toutes ces plaintes qui retentissaient dans l'île eurent
un écho dans cette Chambre, et le 13 avril, l'honorable
Girgenti, interpellant le ministère, lui disait entre autres :

*« Il me paraît indispensable de poursuivre par la force
« ces bandes, tous ces réfractaires, c'est là le seul moyen
« finir avec ceux qui ne sont pas encore des brigands, mais de
« de grand chemin et d'empêcher l'organisation du brigandage
« Je crois que le brigandage aura de la peine à prendre racine
« mais si le gouvernement ne se décide pas à détruire le
« germe et ne disperse pas ces bandes, je crains fort que
« déplorer et à subir les tristes conséquences de sa mollesse*

Le député de Girgenti n'avait que trop raison.

La situation était en effet des plus graves dans certaines
de la Sicile et surtout dans celle de Girgenti. Comme je l'ai dit
dans un de mes rapports au Ministre de la Guerre, les brigands
n'osaient plus s'aventurer hors des localités, souvent ils brûlaient
leurs maisons.

J'ai connu un riche propriétaire qui, pour se rendre
de l'île à Palerme, dut se faire escorter par 40 de ses

ou bien leur font tenir des avis, des vivres ou des subsides donc recourir à ce moyen. On s'assurait par suite de ces cependant on ne mettait pas en général en prison. On dans des locaux désignés à cet effet et jamais on ne leur le moindre mauvais traitement.

Parfois, et seulement quand on ne disposait pas de locaux, on dut les emprisonner, mais on n'alla jamais plus s'il est quelqu'un de ces individus auquel on ait mis les j'affirme bien qu'on ne l'a fait que parce qu'il s'agissait d'un fait spécial et exceptionnel. Je nie formellement, catégoriquement qu'il y ait eu là une mesure générale et j'affirme encore qu'il ne peut s'agir que de cas isolés, de cas spéciaux.

Alors, Messieurs, en multipliant les battues et les perquisitions quelque dures et fatigantes qu'elles fussent, grâce surtout au concours de quelques citoyens et parfois aussi de la garde nationale les malfaiteurs se décidèrent à se présenter. Et il en est un qui, ayant une dizaine de meurtres sur la conscience, se présenta parce qu'ils étaient absolument découragés et privés de toute ressource.

De la province de Girgenti, qui était la plus infestée, la résistance fut la plus acharnée, on passa dans celle de Trapani, qui avait eu connaissance du mode de procéder des colonnes mobiles, avait, si je ne me trompe, sollicité, par l'intermédiaire de ses conseillers provinciaux, l'intervention de ces colonnes.

La province de Trapani n'était guère mieux lotie que la province de Girgenti. On y séquestrait, on y assassinait jusqu'au centre des lieux habités. Un capitaine de la garde nationale a été tué aux portes mêmes de Trapani, en pleine promenade, et un autre a été tiré des coups de fusil sur un major de cette même garde nationale propriétaire de cette ville.

Telle était la situation dans la province de Trapani. Messieurs, les troupes y avaient à peine pénétré que les 1.000 réfractaires existant dans cette province vinrent spontanément sous l'impression de ce qui s'était fait dans la province de Girgenti, et, sans qu'il eût été nécessaire d'y envoyer un moindre cordon. Ils arrivèrent en bandes au son du tambour et accompagnés par les gardes nationaux et aux cris de : *Vive l'Italie*. La moitié ne se rendit que devant l'application des mesures de rigueur et dont on a exagéré la sévérité.

Il y avait dans la province de Trapani deux grosses communes qui étaient plus particulièrement infestées : Alcamo et Castellamare.

A Castellamare, après la réaction provoquée en 1892 par les haines locales, et qui fut marquée par des meurtres et de la destruction, il y avait encore une soixantaine d'individus gravement impliqués dans ces troubles et qui avaient pris le large parce qu'ils étaient sous le coup de mandats d'arrêt, plus 300 réfractaires

d'inquiétude et de découragement. J'ai voulu dire par là que la Sicile n'était pas une planète sortie de son orbite, une planète dont on ne saurait prévoir la course et le point d'arrivée. J'ai dit que la Sicile suivait la même route, passait par les mêmes étapes que tous les peuples modernes sortis de la barbarie, que toutes les provinces italiennes qui s'acheminent vers une civilisation croissante et indéfiniment perfectible. J'ai dit que si le gouvernement avait, de propos délibéré, ralenti la marche des progrès de la Sicile dans cette voie, il appartenait à ce gouvernement de les faciliter et de les accélérer par des mesures.

« sens des paroles que j'ai prononcées samedi. »

111

21

21

21

paraître d'autant plus acceptable à Votre Excellence, si elle vous être proposée, qu'il y a peu de fond à faire sur la sincérité et la fidélité de la Prusse qui nous demande de pareils engagements et qui ne serait peut-être guère décidée à les tenir le cas échéant.

« Mais puisque le comte de Bismarck désire une convention quelconque, fut-ce même un simple traité d'alliance perpétuelle et d'amitié, et puisque je lui ai promis d'en référer à Votre Excellence, j'attends les ordres de Votre Excellence à cet égard, et que vos instructions pour le cas où Votre Excellence croira devoir adhérer à quelque'une des autres combinaisons mises en avant par le comte de Bismarck et qu'on peut résumer comme suit :

« Engagement pris d'ores et déjà de suivre la Prusse dans le développement de la question allemande, tel que le comte de Bismarck entend le conduire.

« Engagement qui n'entrera en vigueur que du jour de la dissolution effective du Parlement allemand, et qui aura pour corollaire l'engagement pris par la Prusse de joindre la solution de la question de la Vénétie à celle de la question allemande.

« Votre Excellence me pardonnera si je me suis démenté en m'étendant. J'ai cru devoir, dans une question aussi grave, mettre sous les yeux de Votre Excellence les arguments, les combinaisons, jusqu'aux paroles mêmes du comte de Bismarck, au lieu de vous donner que le résumé des impressions que je ressentais. Votre Excellence pourra en déduire elle-même les considérations qui résultent de ces circonstances que je viens d'exposer et que je crois avoir exposées avec la plus grande exactitude possible.

« Il me semble inutile de vous dire, mon Général, que j'ai été assisté et soutenu avant et pendant cet entretien avec le comte de Bismarck, d'abord par les précieux conseils, puis par l'autorisation du comte de Barral. Je crois que l'impression que j'ai faite sur le Ministre du roi à Berlin la conversation que nous avons eue avec le chef du cabinet prussien se rapproche infiniment de celle que j'ai éprouvée moi-même.

« Veuillez agréer, etc. »

Berlin, 15 r

P. S.

MON GÉNÉRAL,

J'ajoute sur un feuillet séparé ces quelques lignes que je vous adresse sur la question pour laquelle j'ai écrit à Berlin.

« S'il s'agissait d'une question absolument simple, s'agissant uniquement de signer ou non un *acte* avec le Gouvernement prussien, après la conversation que j'ai eue hier avec le comte de Bismarck, il faudrait, à mon avis, briser net et sur l'heure comme on brise en raison des considérations et des négociations

Télégramme expédié le 21 mars au soir

« Aujourd'hui, audience du roi. Il a dit que dans les graves conjonctures actuelles il avait mis yeux sur Italie et espérait pouvoir se mettre d'accord sur le traité éventuel dont Barral a télégraphié hier à Votre Excellence.

Il ajouta qu'il voulait demander au roi qu'une partie notre flotte surveillât et suivit, même avant déclaration guerre, escadre autrichienne préparée à Pola si elle sortait de l'Adriatique.

Répondit au roi que ennemis Autriche étaient nos alliés naturels sans m'engager davantage.

Informations de Bismarck et autres portent qu'Autriche armée sur plus grand pied. S'il se confirme, je ne doute pas qu'elle ne se prépare à prévenir et surprendre Prusse et envoyer ensuite ultimatum comme en 1850. J'ai dit cela au roi, mais il attend des rapports avant de commencer mobilisation. Si l'on veut faire campagne commune, mon but ici devrait être de les presser à armer aussitôt et peut-être prendre nous-mêmes des décisions importantes pour ne pas être surpris.

Attends les instructions de Votre Excellence, situation étant changée par l'initiative autrichienne.

Signé : GOVONE.

Berlin, 22 mars.

N° 4.

EXCELLENCE,

« Comme je l'ai télégraphié hier soir, à Votre Excellence, après qu'on m'eût fixé deux audiences successivement contremandées par les influences qui s'agitent autour du roi, j'ai été reçu, hier mercredi, à trois heures et demie, par Sa Majesté qui m'a dit combien il avait regretté qu'une indisposition l'ait empêché de me recevoir plus tôt et qu'un malentendu causé par des ordres qu'il n'avait pas donnés l'eût empêché de me recevoir lundi, jour qu'il avait fixé pour cette audience. Il me dit que, lorsque je lui fus présenté lors de la soirée du comte de Bismarck, il m'avait parlé comme à un officier étranger venu pour visiter les établissements militaires de la Prusse. Il me déclara, en faisant allusion au motif de ma mission, qu'il était pleinement décidé à la guerre avec l'Autriche s'il ne réussissait pas à s'entendre avec elle d'une manière satisfaisante; qu'il avait pour cela jeté les yeux sur l'Italie; qu'il espérait que son Ministre des Affaires étrangères réussirait à se mettre d'accord avec nous et à signer un traité éventuel d'alliance en vue d'une action commune dans ce cas.

Je répondis, en remerciant Sa Majesté de l'honneur qu'elle m'avait fait en m'accordant une audience, que nos visées politiques

des intructions. Elle a trait à la signature d'un traité offensive et défensive qui deviendrait caduc au bout de c

Le comte de Bismarck m'a dit qu'il désirerait obtenir traité une durée de trois mois, mais qu'il se contenterait trois mois, si de notre côté on insistait sur ce point. Ce projet est en somme semblable à celui dont j'ai communiqué les Vosre Excellence par ma lettre n° 2 du 17 courant.

On voudrait aujourd'hui ajouter à ce traité un article l durée à deux mois et un article secret relatif au détachement rieur à la déclaration de guerre de la flotte italienne, que je l'ai dit plus haut, serait chargée de surveiller la flotte chienne dans le cas où elle voudrait sortir de Pola pour dans les mers du Nord.

Votre Excellence ayant télégraphié hier au comte qu'elle ne pouvait prendre aucune décision relative au traité sans en avoir le texte sous les yeux, je sais que le Barral se proposait de réclamer ce matin cet écrit au Bismarck.

Le comte de Bismarck a insisté auprès de moi pour savoir si il avait quelque probabilité d'amener le Gouvernement de Rome à consentir à ce détachement de ses cuirassés. Je me suis répondu que cela dépendrait des circonstances et du moment.

Le deuxième projet, dont me parla le comte de Bismarck, qu'on aurait à examiner dans le cas où l'on n'accepte pas le traité éventuel limité, se compose :

1° D'un traité général d'amitié et d'alliance contenant aux termes de laquelle, en présence d'éventualités qu'on ne peut déterminer, on signerait sans retard un traité d'alliance offensive et défensive;

2° De l'engagement à prendre par les parties de discuter dès maintenant les clauses du traité d'alliance offensive et défensive, de munir les plénipotentiaires de pouvoirs réguliers qu'il ne restât plus, si les éventualités prévues venaient à se réaliser, qu'à signer le traité sur un ordre télégraphique de Florence.

Cette deuxième combinaison comprend donc deux traités dont j'ai déjà entretenu Votre Excellence. Le comte de Bismarck a fait rédiger les projets de ces deux traités. On insère dans le premier de ces deux traités, comme dans la précédente combinaison, la clause relative à l'expédition que ferait notre flotte à la déclaration de guerre.

Le comte de Barral, qui a pris l'initiative de la première des deux combinaisons, de celle qui vise un traité unique et limité à deux mois, pourra mieux que moi dire à Votre Excellence combien cette deuxième combinaison nous lierait plus étroitement, et dans des conditions plus difficiles à déterminer que la première combinaison qu'il nous a proposée.

La Prusse ayant, dès le premier jour de mon arrivée à

lisation régulière, mais qu'il ne donnerait jamais son cor à des projets précipités et visant à une surprise.

Quant aux déclarations faites par la Bavière à notre roi à Munich, le comte de Bismarck se refuse à croire qu'elles ont été exactement interprétées et fidèlement transmises. Il s'agit de la Bavière est mal armée et incapable de pouvoir produire dans un délai une action militaire. »

Berlin, 26

MON GÉNÉRAL,

« Je continue à vous rendre compte, jour par jour, des événements ainsi que des impressions que produit sur mon esprit mon séjour à Berlin.

Avant-hier, le roi passa une revue et m'invita à assister à la parade ainsi qu'au déjeuner qu'il donna ensuite au palais. Je suis placé à table presque en face de la reine, qui, comme Sa Majesté, a été fort aimable pour moi.

Hier, j'ai été avec le colonel Driquet rendre visite au général Moltke, chef de l'état-major, celui qui devait se rendre à Paris. Aux questions que je lui posai relativement aux armements allemands, il me répondit qu'on les avait beaucoup exagérés. Il s'agissait apparemment que de l'envoi de quelques bataillons en Bohême et surtout de l'armement de Cracovie, armement qui devait être tout aussi bien dirigé contre la Russie que contre la France. A en juger par les paroles du général de Moltke, il ne paraît pas que la Prusse songe à prendre ces jours-ci des mesures de défensive, comme le comte de Bismarck me l'avait fait croire. Le général m'a dit qu'il fallait attendre *jusqu'au jour où la décision serait décidée*, et qu'alors seulement on armerait tout d'un coup complètement.

J'ai également vu hier l'ambassadeur d'Angleterre qui a eu une conversation sur les complications présentes et insisté sur la nécessité pour elle de ne pas se jeter dans quelque aventure dangereuse.

Hier soir, M. de Thiele, ancien ministre à Rome, et ancien secrétaire général des Affaires étrangères, qui était devenu chez moi sans me trouver, me donna rendez-vous pour demain matin à onze heures pour affaires urgentes. A l'heure, il vint me présenter au *British Hotel* de la part du comte de Bismarck. Thiele me dit : « que le président du conseil, encore malade, ne pouvait me recevoir; mais qu'il avait à cœur de pousser les négociations relatives au traité éventuel et qu'il me recevrait demain matin si j'étais en état de le faire ». Me parlant alors de ce traité, Thiele me dit : « Que la question des Duchés était en suspens, et qu'elle devait être décidée par la guerre, mais que le comte

munir, le comte de Barral et moi, de pleins pouvoirs et envoyer à un seul. Je vous prierai ensuite de m'indiquer la réponse que je puis faire à la question relative à notre question que je vous ai exposée antérieurement.

Pardonnez-moi la hâte avec laquelle je vous écris afin encore à temps pour faire partir ma lettre par la poste. »

•
—————
Dépêche chiffrée transmise par les soins de la Légation

Berlin, 28 mai

« Barral vous envoie par télégraphe le projet traité éventuel pour trois mois. N'étant pas pourvu de pleins pouvoirs réguliers, j'en ai déclaré hier au sous-secrétaire d'Etat, le comte de Bismarck, avec M. de Barral l'affaire de ce traité.

Je prie Votre Excellence de nous envoyer les pleins pouvoirs pour signer le cas échéant cet acte et la convention militaire qui en sera la suite lorsque'ils auront été discutés ici et acceptés à Florence.

Le comte de Bismarck le désire avec instance.

En attendant, je crois devoir vous prévenir que le préavis du Conseil tient exactement au courant M. Benedetti de toutes les communications avec nous, et que M. Benedetti, tout en déclarant qu'il ne veut pas pousser à la guerre et nous pousse à la conclusion d'un traité, quoiqu'il pense que les probabilités sont toujours plus pour le maintien de la paix que pour la guerre.

Le danger paraît être que le traité soit une arme pour le comte de Bismarck pour la proposition qu'il lance en ce moment sur la réforme fédérale et soit destiné à effrayer l'Autriche et à l'obliger à des concessions secondaires et obtenir les Duchés sans coup férir.

Votre Excellence pensera qu'il est regrettable que notre participation au traité n'ait pas d'autre résultat utile et reste sans suite pour l'Italie; mais il serait bien plus regrettable si un arrangement entre l'Autriche et la Prusse n'intervint qu'après que nous eussions supporté toutes les dépenses d'une marche inutile.

Toutefois les vues de Votre Excellence sur la politique peuvent la faire pencher vers l'acceptation du projet tel qu'il est modifié par le comte de Barral, malgré les chances défectueuses qu'il peut encore présenter pour nous.

Mais si Votre Excellence désire se donner le temps de réfléchir, je pourrais proposer ici l'addition d'un article déclarant que la mobilisation suivrait aussitôt celle de la Prusse, mais qu'elle ne serait décrétée, la question des Duchés ne pourrait pas être résolue que celle de la Vénétie le fût aussi. Cette clause n'aurait aucune chance, je crois, de chance d'être acceptée par la Prusse; elle

taire aujourd'hui ; mais si Votre Excellence juge autrement, j'en parlerai au comte Bismarck sur bases suivantes :

Nous nous obligerions pour *minimum* de 15 divisions, dont 10 de cavalerie, effectif 200.000 hommes. Si des forces maritimes devaient agir ensemble, le commandement serait à celui qui occu-
perait les lieux les forces plus considérables. On se communiquerait les positions propres et positions ennemies sans ce-
pendant que toute proposition venant de l'ennemi, etc. »

Berlin, 2 av

MON GÉNÉRAL,

« Permettez-moi de continuer à vous communiquer les communications que je recueille ici, quand bien même elles ne devraient paraître que peu intéressantes.

« Après les premières conversations que j'ai reproduites dans les lettres précédentes, je n'ai pas hésité à vous mander, moi-même, que, contrairement à l'idée que j'avais en partant de Francfort, la Prusse me paraissait peu disposée à une guerre immédiate prochaine, puisqu'elle ne croyait pouvoir provoquer celle-ci qu'en proposant une réforme radicale de la Confédération germanique.

« Mais les préparatifs militaires de l'Autriche et les mouvements de ses troupes sont survenus depuis lors. Le comte de Bismarck peut-être même cru un moment que l'Autriche voulait prendre l'initiative de la rupture et, malgré la gravité qu'aurait eue une rupture inopinée, je crois qu'il s'en serait réjoui. Le soir même, j'ai reçu les premières nouvelles de ces faits, le comte de Bismarck passa chez moi. Ne m'ayant pas trouvé, il alla chez le comte de Moltke. Mais l'espoir de cette initiative autrichienne fut de courte durée. On ne tarda pas à savoir qu'il s'agissait de dispositions défensives, de mesures essentiellement défensives et de pure précaution.

Le comte de Bismarck ne voulait pas moins en tirer parti. Pendant quelques jours ses journaux ne firent que grossir et multiplier les faits. Tout était à la guerre. — On parla des provocations autrichiennes, de la raison d'être des armements prussiens et on décida ces armements qui sont aujourd'hui chose faite. C'est ce que note le colonel Driquet sur ces armements. Ils sont peu considérables et peuvent être, soit une mesure de précaution, soit une mesure de forcer l'Autriche à armer, elle aussi, afin d'arriver graduellement à la tension d'où peut sortir la guerre.

En attendant, voici ce qu'on pense ici des probabilités de la guerre. On croit que le comte de Bismarck s'étant engagé à force de paroles sur la question des Duchés, et ne pouvant plus la résoudre à l'aide de démonstrations, pourrait recourir à la guerre pour la trancher. C'est là l'opinion de ceux qui le connaissent : mais les vieux

elle n'est ni un appui, ni un stimulant pour la politique comte de Bismarck veut faire prévaloir. Il se trouve donc isolé, ou, tout au moins, peu soutenu. Il a à lutter contre les difficultés énoncées ci-dessus si bien que l'on en vient à dire qu'éccœuré et rebuté par tous ces obstacles il songe à donner la partie. Quoi qu'il en soit et quoi qu'il advienne à cet homme de haute valeur, d'une rare intelligence, doué d'un caractère de fer et qui mérite de réussir. Mais on serait fort osé si l'on prédisait aujourd'hui qu'il triomphera, soit en résolvant pacifiquement la question des Duchés, soit en provoquant la guerre. Au moins toutefois qu'il ne réussisse à trouver au dehors des encouragements.

J'ai visité ces jours-ci les établissements militaires prussiens. L'artillerie de campagne avec ses canons d'acier se chargeant à culasse et ses obus à percussion me paraît excellente. L'armée est déjà pourvue de ce matériel. J'ai visité l'école nationale de tir de Spandau. 10 hommes — naturellement des tireurs expérimentés — ont tiré 124 coups en deux minutes et demie et ont mis 10 dans la cible à 300 mètres. Le fusil prussien me paraît excellent et inspire grande confiance aux troupes que je vois. Elles sont parfaitement en état de lutter contre les troupes autrichiennes.

Quand je n'aurai plus rien à faire ici — et ce sera le cas dans deux ou cinq jours, — et quand il s'agira pour moi de rentrer en Italie, je vous prierai, mon Général, de m'autoriser à passer par la Belgique et à consacrer avec le colonel Driquet vingt-quatre heures à Anvers.

Quant à ce qui est de l'officier à attacher à la Légation, il semble que le capitaine Taverna, dont m'a parlé le général Nungesser, serait celui qui conviendrait le mieux.

P.-S. On a désigné pour m'accompagner, au cours de ma visite dans les établissements militaires, le lieutenant Wedel, 3^e régiment des grenadiers de la garde Reine-Elisabeth, aide du Gouverneur de Berlin. Si Votre Excellence voulait lui faire l'honneur de lui confier l'ordre des Saints Maurice et Lazare, elle me causerait un grand plaisir. »

Berlin, 4 avril, huit heures

Général La Marmora — Milan

« Barral attendait pleins pouvoirs pour annoncer à Bismarck la proposition de signature d'un traité. Je le lui annoncerai moi-même demain.

Je prie Votre Excellence de me dire si pleins pouvoirs sont expédiés.

G. Govone

5° Ce traité expirera trois mois après sa signature si d trois mois le cas prévu à l'article second ne s'est pas réalisé que la Prusse n'aura pas déclaré la guerre à l'Autriche ;

6° Si la flotte autrichienne, dont l'armement s'exécute l'Adriatique avant la déclaration de la guerre, Sa Majesté L enverra un nombre suffisant de vaisseaux dans la Baltique q tionneront pour être prêts à s'unir à la flotte de Sa Majes sienne dès que les hostilités éclateront.

Fait à Berlin, le 8 avril 1866.

Signé : Comte de BARRAL, Général GOVONE, B

Berlin, 26 avr

MON GÉNÉRAL,

« Hier soir, le comte de Bismarck me fit savoir qu'il recevra heures le comte de Barral pour échanger les ratifications c traité.

J'ai accompagné le comte de Barral, bien que d'après le diplomatiques, je n'eusse rien à faire dans cet échange. Ap examiné le texte du traité, le comte de Bismarck et le d'Italie procédèrent à la signature du procès-verbal y relat

Le comte de Barral demanda au Président du Conse réponse la Prusse avait faite à la Note arrivée de Vienne dan née, note par laquelle l'Autriche proposait de commencer mer à partir du 25, à la condition que la Prusse s'engag sarmer, elle aussi, dès le lendemain.

Le Président du Conseil répondit : « Ce n'est pas tout à que la question a été posée. L'Autriche déclare qu'elle con le 25 à faire rentrer ses troupes dans leurs anciens qua s'attend à ce que la Prusse commence dès le jour même l lendemain à révoquer les mesures militaires qu'elle a pri est fort difficile, ajouta le comte de Bismarck, de répondr refus à une semblable proposition. Nous n'avons pas en une résolution définitive.

« Nous répondrons probablement que nous sommes prêt pas à pas l'Autriche en tout ce qu'elle fera pour ses troupe dire que nous répondrons au renvoi de chaque bataillon re frontière par le renvoi successif dans leurs foyers d'un correspondant d'hommes de la réserve qui étaient venus chacun de nos bataillons et que nous procéderons à ces ments en nous réglant étape par étape sur la marche rétro bataillons autrichiens. Du reste, le relèvement des effecti bataillons n'a aucune importance, c'était, à proprement j caprice du roi. On peut et on pourra toujours mettre e jours nos bataillons sur le pied complet de guerre. La seu

Télégramme

Berlin, 2 mai

Dix heures soir, expédié à onze heures et

« Bismarck m'a fait appeler en hâte ce soir.

J'ai soumis au roi, m'a-t-il dit, les deux questions que vous m'avez posées hier soir.

1^o Que ferait la Prusse si l'Italie attaque l'Autriche ?

2^o Que ferait la Prusse si l'Autriche attaque l'Italie ?

Et je lui ai dit qu'à la seconde question j'avais répondu que la Prusse entrerait alors en lutte contre l'Autriche.

Le roi a complètement approuvé cette réponse.

Quant à la première question, le roi conseille franchement de s'abstenir de toute attaque.

J'ai demandé à Bismarck s'il avait pris un parti quant aux armements prussiens.

Bismarck répondit qu'on décidera demain en conseil de ministres ; que cependant le roi avait dit aujourd'hui qu'il ne tolérerait plus personne autour de lui qui ne lui dît qu'il trahirait ses devoirs s'il n'armait pas. Aussi Bismarck croit que demain il va signer la mobilisation.

J'ai encore demandé à Bismarck si nous avions à retenir possible un arrangement entre Prusse et Autriche qui nous isolât.

Il répondit qu'aucune concession autrichienne ne pourrait compenser la Prusse des inconvénients d'un arrangement.

Que toutefois si l'Autriche faisait des concessions qu'on ne pourrait absolument refuser, en ce cas il nous préviendrait à temps et nous pourrions, si nous le voulions, nous en servir. Mais, et qu'en aucun cas les arrangements ne seraient tels que la Prusse ne pût se trouver seule vis-à-vis de l'Autriche armée.

GOVONE

Berlin, 2 mai

EXCELLENCE,

Informé par le comte Puliga de la gravité de la situation et de la nécessité d'arriver à une solution, je suis rentré hier matin à Berlin et j'ai immédiatement demandé une audience au Président du Cabinet prussien. Le comte Bismarck me fit dire qu'il me recevrait le soir même à huit heures et demie.

Je me proposais par là de connaître la ligne de conduite que la Prusse comptait suivre en présence des armements de l'Autriche et de l'Italie, armements qui nous avaient obligés à renoncer au maintien de nos effectifs sur le pied de paix, et de savoir jusqu'à quel point le Gouvernement prussien se considérait comme solidaire

Au cours de la conversation, le Président du Conseil m'a dit que la Saxe et le Wurtemberg prenaient décidément parti pour la Prusse, mais que la Bavière hésitait encore. On peut croire que lorsqu'elle verra de quel côté se trouvent les plus grandes chances de succès, lorsqu'elle pèsera les avances faites par l'Autriche, elle se décidera en fin de compte à se prononcer en sa faveur. C'est là mon opinion personnelle, et par conséquent elle n'a aucun poids.

Le comte de Bismarck me fit remarquer avec un certain plaisir qu'il s'était opéré dans la presse prussienne une révolution complète en faveur de sa politique, et qu'il n'avait plus contre lui que quelques journaux démocratiques « vendus à l'Autriche ».

Sur la question des concours pécuniaires¹ au sujet desquels Votre Excellence a télégraphié au comte Puliga, et dont j'ai parlé au comte de Bismarck avant même d'avoir reçu le télégramme de Votre Excellence me chargeant de cette ouverture, j'ai cité la dépêche chiffrée de la nuit du 1^{er} au 2 mai la réponse du comte de Bismarck qui équivaut à un refus et je crois qu'il n'y a guère de probabilité de le voir changer d'avis, si ce n'est un peu plus tard, lorsque les hostilités seront engagées et que le danger sera imminent. »

Berlin, 3 mai, sept heures du soir

« N'ayant pu, faute de temps, expédier hier la lettre ci-dessus, j'en profite pour confirmer à Votre Excellence mon télégramme de la nuit du 2 au 3 mai. J'ai rapporté dans cette dépêche les paroles presque textuelles du Président du Conseil. J'ai répondu au comte de Bismarck que Votre Excellence recevrait avec satisfaction les déclarations qu'il me faisait au nom du roi Guillaume. . . que lui (le comte de Bismarck), il avait dirigé jusqu'ici la politique avec une telle supériorité de vues que l'on trouve rarement dans les annales séculaires du royaume de Prusse des conditions aussi favorables à une action que celles présentes. Les circonstances actuelles et que, par conséquent, on était en droit d'espérer que Sa Majesté ferait les derniers pas, comme on paraissait le croire. »

Trois heures après-midi

« J'ai reçu le télégramme de Votre Excellence me chargeant de dire au comte de Bismarck de communications rendues inutiles par les explications que contenait mon télégramme de cette nuit.

1. Il s'agit ici des subsides à fournir pour fomenter l'insurrection en Hongrie.

reçu postérieurement pour instruction de se mobiliser selon les ordonnances et règlements qui concernent les *cas urgents* attendait à Berlin pour le 8 ou 9 la complète mobilisation des restants, qui étaient en train de se mettre sur le pied de *guerre*. Avant la fin du mois, toute l'armée prussienne de 300.000 combattants sera sur pied de guerre et les concentrations sur la frontière seront terminées.

Ces mesures, ainsi que les déclarations de M. de Bismarck et des principaux officiers de l'état-major prussien, ne laissent aucun doute qu'on est désormais fermement décidé à commencer les hostilités dans un court délai de temps, et peut-être espère-t-on même que l'Autriche à prendre elle-même l'offensive. Aussi, dans le cas d'un grave événement n'intervienne, les premières batailles seront livrées dès le commencement de juin.

Dans cet état de choses, avec un traité signé avec la Prusse, le parti italien doit-il prendre selon ses propres intérêts, face aux dernières propositions autrichiennes de céder la Vénétie, elle, sans compromettre gravement son honneur, accepter ces propositions ?

La question est, en même temps, d'intérêt matériel et moral.

Mettons le cas que la lutte s'engage entre l'Autriche, l'Italie et la Prusse et que nulle autre grande puissance n'intervienne.

L'Autriche a en ce moment, d'après les dernières notifications, au moins de 200.000 hommes en Italie, en tout, y compris les garnisons de frontière.

Ces troupes sont dispersées. Une trentaine de mille hommes sont retenus à Pola et à Trieste, et 15.000 au moins doivent être renfermés à Venise par la seule menace de notre flotte et de nos trois divisions italiennes, que, sans doute, on aura concentrées à Ancône avec les moyens d'embarquement nécessaires.

Dix mille Autrichiens au moins sont aujourd'hui dans le Tyrol, les volontaires italiens les retiendront bien dans cette région éloignée de l'armée principale de Vénétie. Peschiera a 8.000 hommes de garnison au moins, 12 ou 15.000 Mantoue, 25 à 30.000 Vérone et Legnago.

Le jour où l'armée italienne franchira le Mincio ou le Pô, les garnisons de Peschiera et de Mantoue devront être au combat, l'escadre et les volontaires agiront dès le début de la campagne, les troupes du Tyrol, de Venise et du littoral seront aussi mises à leur place; seule une bonne partie de la garnison de Mantoue pourra être sur le champ de bataille. En tout cas, l'armée autrichienne en ligne ne pourra donc dépasser les 110, mettons 120.000 hommes pour la bataille principale.

L'Italie peut passer le Mincio avec 200.000 hommes au moins, elle aurait encore 30 à 40.000 hommes de ses troupes mobiles disponibles pour Ancône. Même en déduisant de son effectif les

prussienne aurait été en mesure de prévenir les Autrichiens rait pu prendre l'offensive en entrant en Saxe par une marche centrique, soit pour se porter de là avec les sept corps d'armée à la rencontre des Autrichiens en Lusace, soit pour pénétrer en Bohême. Chaque jour perdu donne aux Autrichiens le temps de leur concentration et peut-être la possibilité de prendre l'offensive, probablement sur Görlitz et de contrarier de la sorte la concentration que l'armée prussienne, adossée à la frontière de Saxe, pourra guère opérer qu'en cédant du terrain.

Cette appréciation que j'ai déjà communiquée à Votre Excellence est celle que m'a exposée aujourd'hui le général Moltke.

Aussi la Prusse désire que ce congrès, à l'efficacité duquel elle ne croit, dure le moins longtemps possible. Elle cherche peut-être le moyen d'arriver à sa dissolution immédiate.

Les informations reçues aujourd'hui par l'état-major prussien confirment la diminution sensible des forces autrichiennes en Italie où, abstraction faite du corps de Laibach, il n'y aura que 60 à 70.000 hommes de troupes de campagne. »

Berlin, 26 mai

M. le Ministre (NIGRA),

« Le colonel Driquet vous portera les nouvelles d'ici. Le colonel Barral et moi, nous vous remercions des nouvelles et des communications que vous nous avez fait tenir par mon domestique. Je ne ferme pas le rapport que j'adresse au général La Marmora sur les affaires militaires afin que vous puissiez en prendre connaissance. Ce n'est du reste que la répétition de nouvelles déjà données. Ce qui prouve vraiment que les Prussiens ont fait un sacrifice en acceptant le Congrès. Dans un moment tel que celui-ci où les questions militaires doivent occuper le premier rang, tout retard peut avoir de graves conséquences pour eux. Du reste, les Prussiens sont tellement convaincus qu'il n'y a plus d'autre issue possible que la guerre qu'il est insensé d'admettre que nous soyons exposés au danger d'être vaincus par eux. Bismarck et l'état-major sont décidés à aller à l'avant, et le roi les suivra désormais forcément, tout en nous laissant peut-être encore quelque secret espoir. S'il m'est permis, mon Excellence, de vous faire part de mon opinion, sur les probabilités des éventualités imminentes, je vous dirai que je ne suis pas enclin à croire que les Prussiens peuvent parfaitement gagner la bataille qui les mènera jusqu'à Vienne, à moins toutefois que le Congrès ne vienne paralyser leurs opérations. »

« ne donnerait un résultat favorable à la France. On n'y
 « notre gouvernement, ni la dynastie régnante ; mais tout le
 « y est et veut y rester allemand, de sorte qu'il n'y aura
 « moyen de donner une compensation à la France qu'en li
 « buant les parties françaises de la Belgique ou de la Suisse.

Je fis remarquer au comte que c'était là chose extrêmement
 cate et difficile, mais que, dès que l'on ne pouvait pas faire
 volonté populaire, on pourrait peut-être invoquer quelque au
 cipe, comme par exemple, celui des frontières naturelles.

J'ajoutai aussitôt que je n'entendais pas par là faire allus
 rive gauche du Rhin, mais qu'il pourrait y avoir quelque au
 géographique qui pourrait convenir à la France.

Le comte de Bismarck me dit alors : « Oui, ce serait la Me
 « suis, pour ma part, bien moins Allemand que Prussien.
 « verrai aucune difficulté à consentir à la cession à la Fr
 « tout le pays entre le Rhin et la Moselle ; Palatinat, Older
 « une portion de territoire prussien, etc. Mais le roi, sous l'i
 « de la reine qui n'est pas née prussienne, aurait les plu
 « scrupules et ne s'y déciderait que dans un moment
 « suprême, lorsqu'il s'agirait pour lui de tout perdre ou de
 « gner. De toute façon, afin de préparer l'esprit du roi en
 « arrangement quelconque avec la France, il faudrait con
 « terme *minimum* de ses prétentions. S'il s'agissait de tout
 « gauche du Rhin, Mayence, Coblenze et Cologne, mieux
 « s'entendre avec l'Autriche et renoncer aux Duchés et à l
 « d'autres choses. »

« Mais, lui dis-je, avec l'Autriche, il n'est d'autre arra
 « possible qu'une capitulation, puisque les questions en lit
 « ressent ses intérêts les plus essentiels et son avenir. Elle
 « rait donc transiger. »

« C'est vrai, répliqua le comte de Bismarck, mais l'opin
 « blique de l'Allemagne pardonnerait au roi cette capitul
 « qu'elle saurait qu'il s'y est résigné pour ne pas céder à
 « sance étrangère la moindre parcelle de territoire allemand.

Il ajouta ensuite que le roi n'avait pas perdu l'espoir d'une
 pacifique, que dans ces derniers temps il avait entamé c
 ciations secrètes avec l'Autriche en vue d'un arrangement
 son insu, à lui, comte de Bismarck. « Heureusement, c
 « négociations ont échoué et le roi se sera convaincu de l
 « bilité de s'entendre honorablement avec l'Autriche, i
 « laissant ma personne de côté. En ce moment encore, le g
 « de Bade (je crois, mais je n'ai pas bien saisi le nom qu'il
 « le gendre du roi, est à Dresde pour y traiter de la paix.
 « fût question de la réunion d'un Congrès à Paris, le roi ve
 « seoir au départ de la garde de Berlin, afin de mieux mar
 « sincérité de ses intentions pacifiques. Aujourd'hui,
 « généraux et moi, nous avons dû lutter sérieusement po

Il ajouta que l'Autriche continuait à se tenir sur une attitude défensive et expectante, et que rien ne faisait prévaloir l'imminence d'une agression.

Tel est le résumé de ma conversation avec le comte de Bismarck et je crois pour ma part qu'il mettra tout en œuvre pour accélérer la marche des choses et en arriver le plus tôt possible aux résultats.

Ce qui est surtout intéressant pour le cabinet de Florence, c'est la déclaration du comte de Bismarck relative aux ouvertures faites ces jours derniers par le roi Guillaume afin d'arriver à un arrangement pacifique avec l'Autriche, à ces négociations qui se poursuivent encore. Elles ont assurément peu de chances de réussir : la possibilité, même lointaine, de pareils arrangements doit soulever de sérieuses réflexions à l'Italie et l'obliger à en peser, tant en ce moment qu'en est temps encore, les incalculables conséquences. »

Berlin, 3 juin

« EXCELLENCE,

« Le 3 juin, au matin, j'ai été prendre congé du général Moltke, appelé à remplir en cas de guerre les fonctions de chef d'état-major. Il m'a communiqué les derniers renseignements sur les armements de l'Autriche.

Les transports effectués dans la dernière décade de mai ont porté de 3 à 6 le nombre des corps d'armée stationnés en Bohême, Moravie et Galicie. Mais ces transports n'étaient pas encore terminés le 1^{er} juin. Ils ne le seront que dans quelque temps. Chacun de ces corps se composera de 4 brigades et présentera un effectif de 30.000 combattants. En y ajoutant la cavalerie, on arrive à un effectif total de 200.000 hommes.

Mais les renseignements reçus par l'état-major prussien sont confirmés par plusieurs dépêches de l'agent militaire de Vienne, qui portent que le corps de Laibach, précédemment attribué à la défense du Sud et de même force que les corps précédents (auquel on substitue un corps d'armée formé par des 4^{es} bataillons), sera transféré sur l'armée du Nord, dès que les voies ferrées cesseront d'être encombrées par les transports ci-dessus indiqués et sera immédiatement mis en route dans la première moitié de ce mois. L'armée autrichienne, en y comprenant le corps saxon (24.000 hommes), qui se joindra à elle, présentera donc un effectif sensiblement égal aux forces prussiennes qui s'élèvent à 300.000 hommes actuellement en ligne sur la frontière.

Le général Moltke a pleine confiance dans le résultat de la première rencontre. Le ministre de la Guerre m'a dit qu'on avait serré la concentration des troupes.

J'ai demandé au général si le roi se déciderait à prendre

« Pô ou bien par le Mincio, mais je ne doute nullement qu'o
« mera, avant de prendre l'offensive, une seule masse d'un c
« de l'autre... »

Je vois aujourd'hui le général de Moltke ; il est très contrar
les efforts de la France, qui insiste pour la conférence de Pi
me dit : « Tout ceci est au préjudice de la Prusse ; le 4 juin
« aurons nos troupes sur la frontière et le dernier chariot
« sa place ; nous pourrions envahir la Saxe et concentrer a
« Dresde nos corps d'armée destinés à l'armée de Saxe.

« La première conséquence de la conférence est que le r
« pend le départ de la garde. En attendant, les Autrichien
« venir leurs troupes de Vienne et, d'après des télégramm
« nous envoie notre attaché militaire à Vienne, ils font veni
« leurs corps d'armée de Laibach et Gratz. Ils pourraien
« faveur du délai qu'ils gagnent, avancer vers la Lusace, d
« que nous ne pourrions nous concentrer devant eux que d
« plaines de la Prusse méridionale. Vous comprenez quell
« rence cela ferait pour nous de donner une bataille sur l
« lines de la Lusace au-delà de Görlitz plutôt que dans les
« de notre propre territoire. Ces plaines, qui sont boisées, f
« disparaître tout notre avantage qui est dans le feu et dan
« fusil à aiguille... »

Le général de Moltke me dit que nous devrions attaquer l
miers pour faire disparaître toutes les tergiversations de la d
tie. Je lui réponds que pour nous c'est une nécessité de n
l'opinion publique européenne et surtout l'opinion de la
pour ne pas mettre l'Empereur, qui est notre ami, dans une
position ; que rien ne nous serait plus facile que de laisser
per Garibaldi, mais que cela donnerait à l'Italie l'apparen
pays désorganisé, tandis qu'il nous faut d'autant plus me
l'Europe que le gouvernement a la haute main sur tout et s
que l'Europe nous connaît mal et nous juge pire. »

nous mettre complètement d'accord avec la France et d'obtenir cette puissance qu'elle consente à nous abandonner l'Autriche.

Le général Govone tenait l'Empereur pour un *gentleman* accompli qu'il n'admettait pas la possibilité de le voir nous donner conseil déloyal. D'autre part, l'accord que ce souverain aurait conclu avec nous l'obligeait à se solidariser avec nous en même temps qu'il aurait permis d'arriver, de concert avec nous, plus facilement plus tôt qu'en nous faisant violence aux résultats qu'il recherchait.

Quant à l'attitude que le général Govone aurait eue, d'après le général La Marmora, pendant ces entretiens avec lui, elle est en contradiction complète et manifeste avec le ton absolument calme de ses écrits, de tous ses rapports, même de ceux qu'il avait exposés dans les premiers jours de mai sous l'impression encore toute fraîche et immédiate des incertitudes et des chicanes prussiennes, avec son calme qui ne ressemble en aucune façon aux phrases nerveuses pleines de colère et d'amertume que quelques années plus tard le général La Marmora a laissé tomber de sa plume lorsqu'il a écrit de ces incidents dans son livre. D'ailleurs, par scrupule de conscience, afin d'être bien sûr de ne rien avancer qui ne soit absolument exact, nous avons interrogé le seul personnage, avec lequel, en dehors du général La Marmora, le général Govone s'entretint de cette question, nous avons interrogé le comte Nigra, aujourd'hui encore ambassadeur à Vienne, qui nous a autorisé à publier la réponse bien voulu nous adresser.

San Remo, 5 novembre

..... « Ayant passé une grande partie de ma vie hors d'Italie, je n'ai eu que de rares occasions de m'entretenir avec le général Govone, votre père. Mais je l'ai vu dans la circonstance que vous m'indiquez et encore plus tard¹... »

« Comme je vous l'ai dit, je m'étais déjà entretenu précédemment avec le général Govone, lorsque le général La Marmora, informé

de se rappeler les étranges déclarations faites à plusieurs reprises par le prince de Bismarck à propos des négociations qu'il entreprit (et que le roi, comme le croyait le général Govone) en mars 1866, à un moment où le traité avec l'Italie le liait avec nous, afin d'arriver avec l'Autriche à un arrangement dont la France et l'Italie auraient fait les frais.

L'historien allemand Friedjung écrit à ce propos : « ... On reprocha tard à La Marmora et à ses collaborateurs d'être entrés dans l'affaire avec des arrière-pensées pleines de défiance, de ne pas s'être fait une idée exacte du génie de Bismarck et de n'avoir pas bien compris la situation de l'Europe. Mais peut-on, en vérité, leur adresser un pareil reproche après des révélations de la nature de celles que Bismarck lui-même a faites ? »

Cf. *Ancor un po' piu di luce*, par le sénateur L. CHIALA, p. 539 à 541.

1. Le comte Nigra parle ici des relations qu'il eut avec le général Govone lorsqu'il passa par Paris lors de sa deuxième mission.

11-11-11

11-11-11

11-11-11

L'Italie a donc rempli fidèlement ses engagements envers la Prusse et malgré les difficultés politiques et militaires d'une situation plus délicates elle a fait son devoir. La continuation des mouvements des troupes et des opérations militaires après l'offre de médiation faite par l'empereur Napoléon, la réponse de l'Italie à la proposition d'armistice, sa volonté hautement déclarée de n'accepter une suspension des hostilités qu'autant qu'elle serait acceptée par la Prusse, la mission même dont le général Govone est chargé : autant de preuves que l'Italie a rempli et entend exécuter intégralement les obligations résultant du traité du 8 avril.

Fort de ses succès, dégagée de tout lien de parenté et des conséquences d'une alliance antérieure, la Prusse aurait pu bien plus facilement que l'Italie repousser nettement la médiation de l'empereur Napoléon et toute demande de suspension des hostilités. M. de Bismarck a préféré ne pas le faire et nous ne pouvons que lui en louer qu'approuver sa conduite. Il a déclaré que la Prusse n'accepte l'armistice si l'Italie y consentait. Cette réponse fait en conséquence peser sur l'Italie la responsabilité d'un refus.

Cette responsabilité a, dans les circonstances actuelles, de graves inconvénients pour l'Italie. Un refus de notre part nous mettrait dans des embarras que la Prusse elle-même tient avec raison à éviter. Il ne couvrirait pas, nous en avons la certitude, la responsabilité de la Prusse. M. de Bismarck est trop habile pour ne pas comprendre qu'on est jaloux, non pas de l'accroissement de la puissance de l'Italie, mais de celui de la Prusse. Aussi le rôle naturel dans la situation actuelle est plutôt d'éviter que d'amener une brouille directe entre la Prusse et la France ; c'est un rôle de conciliation et non pas celui de fournir le prétexte à des dissentiments regrettables.

Le général Govone s'efforcera donc de trouver, d'accord avec M. de Bismarck, une réponse qui, tout en sauvegardant les intérêts réciproques des deux alliés et le maintien de cette alliance, donne à chacun une certaine satisfaction à l'empereur des Français. La Prusse doit avoir à cœur de garder dans la paix les avantages qu'elle a obtenus par la guerre : un accord avec la France en est le sûr moyen. L'Italie a par ses relations extra-officielles des moyens de parvenir à cet accord. Le roi Victor-Emmanuel serait heureux de rendre service à son allié.

La réponse à adresser à la France par l'Italie et par la Prusse pourrait donc, à notre avis, être conçue de manière à amener prochainement des négociations sérieuses pour la paix. Le roi italien peut espérer que dans cette éventualité les deux gouvernements se tiendront réciproquement en prêtant un appui mutuel aux demandes légitimes de chacun d'eux. Tout accroissement de puissance de la part de la Prusse étant un amoindrissement d'influence et de prestige pour l'Autriche aura naturellement le consentement de l'Italie. Contre, la Prusse devrait adhérer, dans son intérêt même, à ce que l'Autriche soit aussi amoindrie que possible du côté de l'Italie.

jectif des deux armées alliées, le point où elles devraient joindre, etc.

Les excellents rapports du général Govone avec S. M. Prusse et S. E. le comte de Bismarck, sa connaissance de toutes les négociations antérieures et de l'état actuel des choses, son habileté et son zèle nous donnent la confiance que ces données sommaires, complétées par ses conversations avec le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, seront à même de réussir dans sa mission. »

- 1° Avoir le temps de s'entendre avec la Prusse au sujet réponse à faire au sujet de l'armistice ;
- 2° Obtenir le Trentin par l'intermédiaire de la France ;
- 3° Éviter l'intervention de Le Bœuf.

Le prince insiste pour avoir une réponse immédiate. Il dit ne peut rien promettre au sujet du Trentin. »

Lettre de l'empereur des Français au roi d'Italie

« MONSIEUR MON FRÈRE,

LE PRINCE NAPOLEON VA EXPLIQUER A VOTRE MAJESTÉ LA SITUATION. LUI DIRE COMBIEN IL EST ESSENTIEL QUE L'ARMISTICE ET LA PAIX S'ACCOMPLISSENT BIENTÔT. LE ROI DE PRUSSE EST, A CE QU'IL PARAÎT, TOUT PRÊT À SIGNER UN ARMISTICE SI VOTRE MAJESTÉ Y CONSENT. J'ESPÈRE DONC QUE VOUS N'Y METTREZ PAS OBSTACLE. JE SUIS TOUT PRÊT À CHERCHER LES MOYENS PLUS HONORABLES POUR NOUS DEUX QUI NOUS PERMETTENT DE RENVOYER LE VÉNÉTIÉ A ELLE-MÊME.

JE CROIS QU'EN NOUS EN REMETTANT AU SUFFRAGE UNIVERSEL TOUT DOUBTE ET INCERTITUDE DISPARAITRA. JE REGRETTE VIVEMENT TOUT CE QUI DES DERNIERS TEMPS EST VENU TROUBLER NOS BONNES RELATIONS ET J'ESPÈRE QUE L'AVENIR DE L'ITALIE NE SERA PAS COMPROMIS PAR UNE MÉSINTENTENTENDUE AVEC LA FRANCE.

C'EST DANS CET ESPOIR QUE JE VOUS RENOUVELLE L'ASSURANCE DES SENTIMENTS DE HAUTE ESTIME ET DE SINCÈRE AMITIÉ AVEC LESQUELS JE SUIS

NAPOLEON

NOTE VII

SECONDE MISSION A NIKOLSBURG RAPPORTS ET DÉPÊCHES¹

Télégramme au général La Marmora

Bologne, 19 juillet.

EXCELLENCE,

Le roi m'a fait appeler ce matin, 19 juillet, pour me charger d'une mission près du quartier général prussien relative aux négociations d'armistice. Le baron Ricasoli et le chevalier Visconti-Venosta ont lu les instructions que m'avait données Sa Majesté. Je suis parti de Ferrare pour Turin, Paris et Berlin, sans que personne n'en ait rien su ni de ma mission, ni de la direction que j'ai prise. Sa Majesté m'a ordonné d'informer Votre Excellence de mon départ du soir, et, n'ayant pu le faire de Ferrare, je profite de l'arrêt à Bologne pour vous en donner avis. »

Billet au ministre Nigra en passant par Paris

MONSIEUR LE MINISTRE,

En passant par Paris et me rendant au quartier général prussien pour y traiter des questions relatives à l'armistice, il aurait été du plus haut intérêt pour moi de vous voir. Mais le prince Napoléon est si vivement pressé pour avoir notre réponse, les événements se précipitent tellement et la route que j'ai à faire pour rejoindre le roi d'Italie est si longue, que je ne crois pas devoir attendre douze heures à Paris. Et cependant, j'aurais bien besoin de connaître,

¹Après les minutes.

*1^o Rapport à S. E. le Ministre des Affaires étrangères
Visconti-Venosta à Ferrare*

Quartier général de Nikolsburg

28 juillet 1866

MONSIEUR LE MINISTRE,

« Comme j'ai déjà eu l'honneur de le télégraphier à Votre Excellence, malgré tous mes efforts je n'ai pu rejoindre le général à Nikolsburg que le 26 à deux heures de l'après-midi.

Parti de Ferrare le 19 juillet au soir, je n'arrivai à Turin le 20 à une heure de l'après-midi. Le 20 au soir, je pris l'express pour Paris où j'arrivai le 22 à six heures et demie du matin. Je rendis à la gare du Nord d'où je repartis à sept heures et demie pour Berlin où j'arrivai le 23 au matin. Je m'y procurai un ordre du Ministre de la Guerre enjoignant aux autorités civiles et militaires de me faciliter mon voyage à travers le théâtre de la guerre. À onze heures du soir, je partis avec le train de Görlitz encombré de transports militaires pour Reichenberg et Prague, où je n'arrivai le 24 à minuit. Reparti le 25 à six heures du matin, j'étais à Nikolsburg le 26 à une heure du matin et pus de là me rendre à Nikolsburg dans une voiture réquisitionnée à cet effet.

Quand j'y arrivai, j'y trouvai la situation, telle qu'elle est indiquée par le comte de Barral, et bien différente de celle que Votre Excellence connaissait lors de mon départ de Ferrare. La Prusse avait consenti à une suspension d'armes de cinq jours. Elle avait accepté en principe les propositions de médiation de la France en vue de la paix. Elle avait examiné ces bases avec les plénipotentiaires autrichiens, négocié avec eux un armistice et était sur le point de signer ces deux conventions.

Le comte de Bismarck me reçut un peu après trois heures. J'exposai au Président du Conseil l'objet de ma mission. J'insistai sur la forte pression qu'aussitôt après les premiers succès des Prussiens on avait exercée sur le roi Victor-Emmanuel et sur la grande énergie qu'il avait dû déployer pour résister aux efforts faits pour l'amener à séparer sa cause de celle du roi Guillaume, sur la pression à laquelle il résistait encore en ce moment en refusant d'accepter et les propositions apportées à Ferrare par le prince Léon et l'armistice qu'on lui offrait, parce qu'il voulait avant tout mettre d'accord avec le gouvernement prussien. Ma mission était par suite à m'entendre avec lui, comte de Bismarck, pour la réponse qu'il y aurait lieu de faire à la France, à faire connaître au gouvernement prussien les vues de l'Italie sur les conséquences inévitables de cette guerre afin que la paix puisse être une satisfaction à l'Italie, assurer la tranquillité et le calme de la péninsule et resserrer en vue de l'avenir les liens qui unissent l'alliance l'unissaient à la Prusse, désormais seule représen-

« A vous dire vrai, nous avons été étonnés nous-mêmes encore plus que l'Europe! »

J'ai pu voir par le récit qu'il m'a fait des épisodes de la guerre qu'on attribue une bonne partie des succès remportés en Bohême à l'incapacité du général Benedeck, et ceux remportés au cœur de l'Allemagne aux fautes impardonnables des chefs qui n'ont pas concentré les nombreuses troupes dont ils disposaient pour amener contre les forces prussiennes bien inférieures en nombre. D'une part donc, à moins qu'on n'y soit absolument forcé, on ne désire pas s'engager dans de nouvelles entreprises qui peuvent se remettre en question, tandis que de l'autre côté le fait que l'Autriche abandonne les États secondaires prouve bien qu'elle est décidée à renoncer définitivement à la lutte.

Ma mission auprès du roi Guillaume n'a donc, vu les circonstances, aucune chance de réussir. J'ai cependant demandé au comte de Bismarck ce que la Prusse ferait dans le cas où l'Italie refuse d'adhérer à l'armistice du 2 août signé par la Prusse sous la réserve de la ratification de l'Italie. Il me répondit que le but de la guerre prévu par le traité du 8 avril était atteint et que la Prusse invoquerait l'article 4, si je ne me trompe, aux termes duquel les deux parties étaient obligées à consentir à l'armistice ou à la paix dès que l'Italie aurait la Vénétie et que la Prusse occuperait un territoire équivalent à l'intérieur de la monarchie autrichienne.

Au moment où j'allais prendre congé du comte de Bismarck, il me dit : « Puis-je maintenant, Général, vous demander officiellement le consentement de l'Italie. »

Je lui répondis : « Puisque l'armistice ne doit commencer qu'à partir du 2 août, je télégraphierai à Florence. » Il me recommanda de l'accomplir vite et exprima le regret qu'on n'ait pas fait tenir en temps utile des instructions au comte de Barral.

Quant à ce qui a trait aux négociations qu'il avait entamées entre l'Autriche et la France avant de s'entendre avec l'Italie, ce qui constitue à mon sens, au point de vue du droit strict, la seule violation dont la Prusse se soit rendue coupable envers les engagements qui la lient avec l'Italie, le comte de Bismarck me dit qu'au premier moment il avait été, comme nous, intimidé par l'immixtion de la France et que la lenteur de nos opérations l'avait placé dans une position si difficile qu'il lui était impossible de repousser absolument la médiation française qui se manifestait sous un aspect si dange-reux. Il me dit que c'étaient là les considérations qui lui avaient dicté sa première réponse et qu'il regrettait de n'avoir pu se mettre immédiatement d'accord avec nous, mais que plus tard il n'y avait plus eu moyen de se dérober indéfiniment aux insistances de la France. Les menaces de la France avaient pris à un certain moment un tel caractère de gravité qu'il fut forcé, afin de décider l'ennemi à se montrer moins exigeant, de faire sonner l'alarme par les journaux allemands dont il pouvait disposer.

■ lieu de la demander à l'Italie, en lui développant la susceptibilité de l'Italie concernant ingérence étrangère. Bismarck répondit que l'empereur ayant d'abord annoncé que l'Autriche lui avait cédé le Vénétie, il fallait au Gouvernement Prussien autre déclaration que le Vénétie appartenait à l'Italie et non pas à la France pour remplir les clauses du traité 8 avril.

Votre Excellence recevra par général La Marmora communication Bismarck relativement plénipotentiaire à envoyer à Prague. »

**Rapport au Chevalier Visconti-Venosta, Ministre des Affaires Etrangères
à Florence**

Berlin, 7. Juni 1866.

« Invité à Nikolsburg par Sa Majesté le roi, je l'ai accompagné pendant les derniers jours de juillet à toutes les revues qu'il passa, le 30, pour l'armée de l'Elbe, le 31, pour l'armée du prince Frédéric-Charles, sur le Marchfeld à quelques kilomètres de Vienne. Le 31 au soir, j'étais de retour à Nikolsburg.

Le 1^{er} août, avant de repartir pour Berlin, je me rendis chez le comte de Bismarck. N'ayant pu le rencontrer au comte de Bismarck à Nikolsburg et n'ayant reçu de lui que l'assurance d'une prochaine communication relative à l'acceptation de la proposition de la Prusse, je dis au comte de Bismarck que je ne pourrais le revoir avant mon départ, mais que peut-être le comte de Bismarck m'aurait pu écrire pendant mon absence.

[illegible]

Le président met l'ordre du jour sur la proposition de l'empereur Napoléon de faire passer le Rhin par la voie de médiation faite par son représentant à Vienne, pour la conclusion de l'armistice. — Il rappelle que le traité de médiation est le seul dont il ne soit pas de testis par lequel on puisse se passer. Il déclare formellement qu'il ne peut pas signer un traité de médiation française. « La France doit être représentée par son propre gouvernement, et nous devons être en mesure de signer.

[illegible]

sion d'armes porte la date du 22 juin. Mais il fallut ensuite ralentir le mouvement de l'armée pour donner aux convois de pain et de vivres le temps de rejoindre, et ce fut ainsi qu'il devint impossible d'occuper Vienne.

Enfin le président du conseil me lut une note de M. Benedetti conçue à peu près en ces termes : « *L'ambassadeur de France se* »
« *gné est autorisé à déclarer officiellement à Son Excellence le prés* »
« *du Conseil du roi de Prusse que la Vénétie est désormais acquise* »
« *à l'Italie et que partant rien ne s'oppose à donner suite à l'armistice* »
« *à la conclusion de la paix* ».

Dans les préliminaires de paix signés à Nikolsburg, il est fait mention dans un article, que j'ai prié le comte de Barral de télégraphier à Votre Excellence, de cette déclaration de la France qui, d'après les remarques faites par le président du conseil à l'ambassadeur de France, avait pour objet de mettre l'Italie dans l'impossibilité de refuser et devait l'obliger à accepter l'armistice et la paix.

J'ai pris la liberté de dire au Président du Conseil : que, lui poser une question officielle que je n'étais pas chargé d'adresser, je le priais de me dire quelle réponse j'aurais à faire à Florence dans le cas où on me demanderait de faire connaître la signification que le gouvernement prussien attribuait à la déclaration de la France, déclaration qui avait donné lieu à la dépêche de M. Benedetti qu'il venait de me lire. J'ajoutai qu'en Italie l'opinion publique gouvernait par l'intermédiaire de la Chambre et que cette opinion était susceptible, d'autant plus susceptible en ce moment que la terminaison brusquée de la guerre n'avait pas donné à l'Italie l'occasion de faire usage des ressources considérables qu'elle avait préparées en vue de la guerre nationale ; que l'opinion publique repoussait toute ingérence de la France dans les affaires de l'Italie, que l'empereur Napoléon avait si bien reconnu la légitimité de ses sentiments, que, dans les propositions de médiation qu'il avait récemment renvoyées à Ferrare, il avait parlé d'un plébiscite qui rendrait la Vénétie à l'Italie ; que, lorsque l'empereur nous avait proposé de nous faire remettre Vérone à titre de gage pour l'armistice, le gouvernement italien avait refusé d'admettre l'intervention du général Le Boeuf dans cette remise, bien que le général français dût se borner à la constatation du départ de la garnison autrichienne et à l'envoi à notre quartier général de la liste de cette évacuation, sans qu'il ait même à signer le moindre acte ou procès-verbal. Je conclus en disant qu'en présence d'une susceptibilité si vive et si légitime l'Italie avait quelque droit de s'attendre que la Prusse laissât la France s'immiscer dans les affaires d'Italie, grâce à la déclaration qu'elle avait demandée non pas à l'Italie mais à M. Benedetti.

Le président du Conseil me répondit que l'empereur, dans sa première dépêche de médiation du 5 juillet, avait déclaré que l'Autriche lui avait cédé la Vénétie, que comme depuis cette époque

« que d'accord avec la France l'Autriche cherche à faire échoi
« négociations... Ce serait une guerre bien dangereuse pour
« si nous avions affaire à la fois à l'Autriche et à la France. (1
« mon armée se battra bien et j'aurai avec moi toute l'Allema
« Je ne dis pas que je compte beaucoup sur les armées de
« du Centre que je viens de battre, mais leurs soldats son
« eux aussi, et ils feront nombre... En tout cas, l'armée franç
« formidable et d'autant plus que je devrai partager mes force
« l'Autriche et la France... Je vous dis la vérité, pour le mor
« suis inquiet... »

Puis le roi me reparla de la dernière guerre, m'en entreti
guement et me congédia avec des signes de sa plus gracieus
veillance.

Dès que je fus entré chez le comte de Bismarck, Son Exc
me parla avant tout des demandes de la France qu'il considère
inadmissibles, absurdes, et qui feraient perdre à la Prusse
prestige que lui a valu la dernière guerre, même si on ne les
tait qu'en très faible partie. Le Président du Conseil me rép
aussi, que la Prusse avait tout lieu d'être surprise des prêt
de la France après les déclarations de désintéressement fa
l'empereur, lorsque pour plaire à la France la Prusse eût c
à épargner l'Autriche. Il continua en me disant qu'il aimerai
perdre tous les avantages acquis par la dernière guerre plu
de faire à la France la moindre concession aux dépens du
allemand. Il me dit que, si les hostilités recommençaient et
triche reprenait les armes, il soulèverait la Hongrie, établi
gouvernements provisoires en Bohême et en Moravie et qu
l'Allemagne suivrait la Prusse dans sa lutte contre la France

J'interrompis le comte de Bismarck pour lui demander : « s
« tendait parler que des peuples ou s'il croyait que les sou
« ceux du sud, le roi de Bavière, par exemple, suivri
« Prusse. »

Le comte de Bismarck me répondit : « Oui certes, oui. M
« rois seront avec nous contre la France. Je sais que la Franc
« beaucoup de chevaux en France et en Belgique. J'ai dema
« explications à M. Benedetti qui m'a répondu : « *C'est p*
« L'Empereur fait ici une politique absurde, comme celle c
« que et de la Pologne. Ce sont les vieux partis qui le pouss
« cette mauvaise voie... Moi à sa place, j'aurais cherché
« conclure une paix qui eût renfermé un germe de haine
« cable entre la Prusse et l'Autriche, en imposant à cette
« une effroyable humiliation. Mais voilà qu'il réclame des co
« magnifiques pour l'Autriche, de sorte que nous aurons l'a
« bien plus généreux que nous ne le sommes. Dans quelqu
« nous saurons s'il y a accord entre la France et l'Autr
« comte Karolyi, lorsqu'il vint la première fois à Nikolsb
« déclaré qu'il était muni de pouvoirs pour traiter même a

comte de Barral et que je croyais que le cabinet de Florence serait pour prendre part aux négociations de Prague, qu'en tout l'article que la Prusse voulait faire insérer dans son traité devrait être ou proposé par le gouvernement italien ou discuté avec lui.

Le comte de Bismarck me dit alors : « Je ne puis m'engager à faire insérer l'article qui serait proposé par votre gouvernement, puisque j'ignore quelles peuvent être ses prétentions; mais si le gouvernement italien veut bien me faire connaître ses désirs sur ce point, je les discuterai volontiers avec lui... »

Au moment où j'informai peu après le comte de Barral de la conversation que je venais d'avoir avec Sa Majesté et son Ministre, où je me disposai à en télégraphier le résumé à Votre Excellence, nous avons reçu le télégramme de Votre Excellence prescrivant au comte de Barral de ne plus insister sur l'admission de nos plénipotentiaires à Prague. Nous en avons conclu que Votre Excellence avait conçu d'autres projets, et nous avons cru utile de lui en télégraphier. Mais, lorsqu'à mon arrivée hier soir à Paris, je me rendis de suite chez le chevalier Nigra, ce Ministre, qui n'avait reçu aucune nouvelle des négociations que nous supposions en cours, nous avons cru utile de télégraphier à ce propos à Votre Excellence¹.

Avant de terminer le présent rapport, je dois encore informer Votre Excellence qu'au cours de la conversation, le comte de Bismarck m'a encore dit : « *Maintenant, général, je veux vous poser une demande à laquelle vous me direz que vous ne pouvez pas répondre. Quelle serait l'attitude de l'Italie, si la France nous déclarait la guerre?* »

Je répondis : que Son Excellence avait deviné juste et que je pouvais connaître les résolutions que mon gouvernement prendrait à l'avenir; et si cependant Son Excellence voulait mon opinion comme échantillon de l'opinion du grand parti modéré italien, j'allais lui répondre que l'Italie ne pouvait, en aucun cas, faire la guerre à la France à laquelle nous devons d'avoir guidé nos premiers pas, et que le chemin qui nous a conduits à notre grandeur actuelle, tant que la France ne nous y forcera pas absolument.

« Je comprends, a répliqué le comte de Bismarck, nous vous en parlerions à l'Italie, dans une pareille éventualité, qu'un

1. La décision que le Gouvernement italien communiqua au comte de Barral avait été amenée par le fait que le Gouvernement français avait fait connaître sa ferme intention d'intervenir comme partie contractante dans le traité de cession de Venise à l'Italie et qu'en présence des complications qui pouvaient résulter de cette manifestation, le Gouvernement français avait cru plus simple de négocier et de signer la paix directement avec l'Autriche, après avoir obtenu la garantie que la Vénétie lui serait restituée aux mêmes conditions que la Lombardie, c'est-à-dire sans autres conditions onéreuses que celles qui avaient trait à la dette publique.

guerre contre la Prusse comme d'une chose des plus improbables, dit que l'empereur n'en voulait absolument pas et pour de bonnes raisons ; d'abord parce qu'il n'était ni prêt à la faire, ni en état de la faire, ensuite parce que la situation intérieure de la France était des plus graves à ce moment, enfin, parce que l'Empereur était atteint d'une maladie « dont il ne se remettra pas de longtemps moins pour pouvoir monter à cheval. La guerre est enfin impossible aujourd'hui..., je ne dis pas dans six mois, dans un an, dans deux ans, mais pas aujourd'hui. »

C'est aussi la conviction du chevalier Nigra. Tout en sachant, Monsieur le Ministre, que vous avez certainement de bien meilleures informations que celles que je puis vous fournir, j'ai cru cependant de mon devoir de vous communiquer, par lettre particulière, quelques renseignements, parce que j'ai pensé que dans des circonstances aussi graves, une connaissance incomplète et inexacte de la situation pouvait amener le gouvernement, à donner une extension plus grande encore à des armements colossaux, soit à s'engager dans la voie des économies et des réductions, décider en un mot, le gouvernement à prendre des décisions qui sont sans aucun doute une des plus sérieuses préparations du Ministère.

Quant à la conduite de la Prusse à notre égard, elle est loin d'avoir toujours été édifiante. Lorsque les pressantes instances que la France faisait pour arrêter la guerre arrivèrent au quartier général prussien, lorsque le comte de Bismarck redouta une intervention qui aurait trouvé les provinces rhénanes dégarnies de troupes, il perdit toute mesure dans les soupçons injurieux conçus à l'égard de l'Italie. Irrité de l'inaction de notre armée, qu'il n'eût jamais admis que la bataille de Custozza fût une bataille perdue, il dit au colonel Avet, que si la Prusse s'était décidée à dégarnir les provinces rhénanes, elle ne l'avait fait que sur le conseil du général Govone. Il est vrai que dans les conversations que j'avais eues à Berlin avant la guerre, j'avais fait ressortir la nécessité d'amener sur le point décisif, c'est-à-dire sur la frontière autrichienne, toutes les forces prussiennes, même celles du Nord, et de recourir à une mesure qui a peut-être bien contribué à assurer le gain de la bataille de Sadowa. Mais à ce moment-là, sous le poids de l'inquiétude et au dépit, le comte de Bismarck en est venu à croire que tout a été combiné entre la France et nous, que tout a été combiné avec une perfidie qui dépasse tout ce qu'il est possible d'imaginer afin de préparer la ruine de la Prusse.

Maintenant ces soupçons se sont dissipés, notre parfaite loyauté a été reconnue, tandis que la Prusse, au contraire, n'éprouant aucun scrupule, je ne dirai pas, à violer ouvertement les engagements qu'elle avait souscrits, mais du moins à donner à l'expression quelque peu douteuse l'interprétation la moins favorable aux intérêts de l'Italie.

omte de Barral m'a à plusieurs reprises demandé d'informer
Excellence de ces tendances peu généreuses de la Prusse,
ices qui ne sont pas exceptionnelles et particulières à ce
at, mais qui font partie d'un système qu'elle applique dans
les conjonctures politiques. »

L'assaut fut repoussé en quelques instants, et avec la plus grande bravoure, par le 34^e bataillon de bersagliers et les grenadiers.

Certain désormais que l'ennemi tenait sur et derrière le Belvedere des réserves qui menaçaient directement Custozza, je tentai de en déloger en faisant converger les feux de mes 18 pièces sur Monte Belvedere ainsi que sur les fermes qui se trouvent le long des flancs et en recommandant à mon artillerie de battre les fermettes les unes après les autres.

Grâce à cette concentration du tir de mon artillerie, grâce aux feux bien dirigés du 34^e bataillon de bersagliers, du 51^e régiment d'infanterie et des grenadiers, on parvint à chasser l'ennemi du sommet et des pentes du Monte Belvedere. On put voir les troupes autrichiennes s'enfuir en désordre à travers le terrain couvert et boisé de la Caccia et de la Bagolina. Mais l'ennemi se maintint en arrière sur les crêtes à l'abri de nos feux, qui pendant toute la durée de cet engagement avaient été dirigés avec une remarquable habileté dignes de tous les éloges, surtout à la 4^e batterie Laparelli.

Aussitôt ce succès obtenu, j'envoyai mon chef d'état-major, le brigadier-major Chiron, à Custozza avec l'ordre de s'emparer du Belvedere toutefois la fatigue des troupes permettait encore de leur demander pareil effort, mais en lui recommandant, dans le cas contraire, de ne pas tenter une entreprise qui, si elle échouait, pouvait entraîner la perte de Custozza. L'énergie du major Chiron et des 3 compagnies du 34^e bersagliers suivies par le 51^e régiment et par le 4^e bataillon du 35^e d'infanterie triompha de toutes les difficultés.

A deux heures trois quarts, le Belvedere était enlevé et on occupa en même temps le cimetière, l'église et les fermes qui s'élevaient sur la ligne suivie par la colonne d'attaque et dont les derniers défenseurs tombèrent entre nos mains.

L'ennemi chercha aussitôt à nous arracher les importantes positions que nous venions d'enlever. A trois heures, il tenta de reprendre le Belvedere.

Quatre grosses colonnes autrichiennes se portèrent en avant dirigeant : l'une vers le sommet de la hauteur, l'autre sur le *lazzo* Mattei, la 3^e sur le *palazzo* Baffi, la 4^e vers le fond de la vallée.

Cette attaque était pleine de dangers pour nous. J'ordonnai à mon artillerie de diriger son tir contre les colonnes qui, quoique décimées par nos projectiles, arrivèrent néanmoins jusqu'à portée de fusil de Custozza, pendant qu'une lutte furieuse d'attaques et de contre-attaques à la baïonnette s'engageait sur les crêtes du Belvedere et que les cris de : *Sarvia* arrivaient jusqu'à nous au Monte Tognola.

L'issue de la lutte demeura incertaine pendant quelque temps. Enfin, grâce au tir rapide et bien dirigé des batteries, grâce aux efforts vigoureux des bersagliers et du 34^e d'infanterie, renforcé entre temps par le reste du 35^e régiment, on parvint une fois encore à rejeter l'ennemi qui se retira en désordre assez loin en arrière.

NOTE IX

RAPPORT SUR LES ÉVÉNEMENTS DU 30 JUIN

AU COMMANDANT DU III^e CORPS

Quartier général de Mariana, 30 juin 1866.

retour à l'instant même, cinq heures trois quarts, de Redon-
e reçois les instructions de Votre Excellence et me félicite
pu les interpréter dans les dispositions que j'ai données.

Le premier avis qui me signala ce matin le mouvement de la
e autrichienne sortie de Goïto me fut transmis de vive voix
lancier de Foggia qui arriva à la ferme et m'annonça que les
iens étaient tout près sans pouvoir m'indiquer l'endroit où
ouvaient, ni la direction. Mais pensant qu'il ne devait s'agir là
ne pointe faite par des escadrons qui étaient en exploration,
t que notre chaîne de découvertes avait été repliée, je crus
de faire filer tous les bagages sur Asola afin de prévenir
toute cause de confusion et de désordre, et je fis prendre les armes
coupes. J'avais choisi la direction sur Asola afin de laisser
les routes de Redondesco où je résolus d'envoyer la brigade
avec un bataillon de bersagliers et une batterie après lui
ordonné d'y prendre position en arrière d'un des grands
qui s'y trouvent et de protéger soit la retraite de la cavalerie,
soit le mouvement d'autres escadrons qu'on pourrait vouloir pousser
en avant pour reprendre le terrain perdu. Je dirigeai la brigade
par le chemin di Valli e Mosio, d'où elle devait prendre à
gauche pour se porter sur Redondesco et s'avancer le plus possible
avant que l'ennemi aurait déjà occupé Redondesco. J'envoyai en
même temps mes cheveu-légers de Lucca en reconnaissance et je
appris bientôt que la cavalerie du colonel Firrao se repliait tout simple-
ment sur Gazzoldo tandis que le général Pralormo m'annonçait qu'il
était à cheval et s'avancait sur Redondesco. — Mon mouvement
fut désormais simple et clair, et il s'exécuta en bon ordre. Après
avoir mis la brigade Bottacco en marche et lui avoir ordonné d'occu-
per Mariana, je me rendis en personne par le chemin le plus court

à Redondesco. Je trouvai cet endroit occupé par notre cavalerie. Je me dirigeai alors sur Gazzoldo et j'y rencontrai le général Pralor avec sa cavalerie qui venait de remporter un brillant succès.

Le colonel Firrao avec 2 escadrons avait, de cinq à dix heures matin, tenu en respect la cavalerie ennemie, 1 régiment et de (hussards de Wurtemberg et de Bavière) et s'était ensuite replié à Gazzoldo où venait d'arriver la tête de colonne du général Pralor. Le 4^e escadron (Mussi) des lanciers de Foggia chargea aussitôt la route, culbuta la colonne ennemie qui s'enfuit en désordre, laissant derrière elle des prisonniers, des chevaux, des armes, morts et des blessés. Le capitaine Mussi et le sous-lieutenant Santi se sont distingués en prenant la tête de la charge. Ils sont tous deux légèrement blessés. Santi a tiré cinq coups de revolver à bout portant sur un officier autrichien.

En retournant de Gazzoldo à Redondesco avec le général Pralor nous avons rencontré la cavalerie du général Barral qui débouchait de Redondesco allant sur Gazzoldo. Mais l'affaire était finie.

Je laisserai une brigade ici et une à Redondesco et il n'est de cavalerie au monde qui réussisse à me déloger de ces deux positions que l'infanterie seule est capable d'attaquer. C'est seulement dans le cas où j'y serais attaqué par une infanterie supérieure en nombre que je prie Votre Excellence de me dire si je dois me retirer ou si Votre Excellence me fera soutenir afin de me permettre même de conserver la position.

L'alerte d'aujourd'hui pouvant se renouveler, je crois qu'il est préférable d'occuper la ligne du Mincio qui est plus tranquille et plus sûre que les positions occupées actuellement par l'armée. C'est là une simple opinion que je me permets d'exprimer.

Notre cavalerie avait belle apparence ce matin et était pleine de train. Ma division est tout à fait remise en ordre. Les isolés et les traînards sont presque tous rentrés. Les soldats ont réparé leurs forces et nettoyé leurs armes et leur équipement. Depuis avant j'ai veillé à ce qu'on remette l'habillement en état et j'ai fait armer des munitions d'infanterie. Une de mes brigades n'a encore que la moitié de ses cartouches... »

des livres publiés en Italie sur la bataille de Custozza, quelques paragraphes tirés de la belle étude du général-major POLLIO : *Custozza* (1866)¹.

GÉNÉRAL-MAJOR POLLIO, CUSTOZZA (1866)

Pages 336-337.

« La conduite du général Govone, avant, pendant et après bataille, est à tous égards admirable. Elle a été un véritable modèle d'intelligence et de décision.

Au milieu de l'obscurité de la situation, au milieu de cette confusion générale des idées et des principes, au milieu de cette succession de surprises de toute espèce, Govone a été un des rares généraux qui ait constamment vu clair. C'est lui qui a eu à supporter tout le poids de l'action principale de la journée, moins à cause du terrain sur lequel il combattit qu'à cause de *la façon* dont il conduisit le combat.

« L'emploi qu'il sut faire de son artillerie et de son infanterie, jugement aussi clair que juste qu'il porta sur la situation, la façon dont il sut exécuter sa retraite (lorsqu'elle fut devenue absolument nécessaire) sont autant de faits qui prouvent qu'il y avait en lui des talents et le caractère du vrai général.

« Après la reprise du Monte Torre et du Monte Croce, la 9^e division avait rétabli l'équilibre de nos affaires ! Mais le général Govone pouvait à lui seul faire pencher la balance de notre côté. C'était l'affaire du commandant du corps d'armée et plus spécialement du commandement en chef ! »

Page 342

« Je suis entièrement convaincu que le général Govone aurait pu, en s'obstinant à la défense de Custozza, en la prolongeant encore plus, infliger à l'ennemi des pertes encore plus sensibles, mais aurait d'autre part exposé sa division à un anéantissement complet.

« En la retirant du combat sans qu'elle eût subi des pertes si trop considérables², en réussissant à la maintenir en si bon ordre que dès le lendemain elle était en état de combattre sans que le moral de ses troupes soit le moins du monde éprouvé, ce jeu général a prouvé qu'il unissait à une intelligence supérieure et à une bravoure personnelle dont il avait déjà donné tant de preuves, un

1. ALBERTO POLLIO, maggior generale, *Custozza* (1866), Turin, Roux Viareggio, en 8.488 pages, 1903.

2. La 9^e division ne perdit pas une seule pièce pendant sa retraite.

100

100

100

100

100

- 210, 211, 212, 213, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 301, 307, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 345, 363, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 477, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 499, 501, 503, 504, 505, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526.
- Bixio** (Nino, général italien), note 146, 217, note 327, 243, 244, 255, 259, note 263, 271, 272, 279, 300, 529.
- Blind** auteur d'un attentat contre Bismarck, 210, 495.
- Bobbio**, 108.
- Böck** (général-major autrichien, et brigade, 230, 231, 236, 240.
- Boglione M.**, 127.
- Bohême**, 176, 213, 221, 280, 285, note 289, 291, 298, 301, 310, 434, 447, 450, 455, 463, 466, 468, 476, 487, 489, 493, 494, 496, 501, 503, 514, 522.
- Bolla** capitaine italien, 91.
- Bologne**, V, XV, 215, 222, 223, 281, 315, 469, 507.
- Bona** officier italien, 103.
- Bonghi R.** écrivain italien, note, 194, 207.
- Boni** (officier italien, colonel), 231, 247.
- Bonin** général prussien), 289, 299, 300, 310.
- Bonn**, 302.
- Borgatta** homme d'Etat italien), 324.
- Borghetto**, 17, 18, 235, 256, 266, 334.
- Borgoforte**, 222, note 227.
- Borjes** (chef de brigands, espagnol, carliste, 397.
- Bormida** (de, général italien), 4.
- Borromeo** officier italien, 92.
- Bosco dei Fitti**, 325.
- Boscone**, 125.
- Bosnie** 71.
- Bosquet** général, 52, 54, 68, 83, 96.
- Bottaco** général italien), 217, 218, 276, 329, 332, 333, 336.
- Bourbaki** général, 83.
- Bourbons-Bourboniens**, 142, 153, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403.
- Breme**, 104.
- Brescia**, 1, 121, 122, 12, 124, 125, 129, 30, 450.
- italien, et div 230, 231, 23
- 234, 272, 353, 529.
- British Hôtel** (Berlin), 447.
- Brocchi** (capitaine italien), 91.
- Broglie** (comte, ambassadeur sarde 61.
- Broglie** (de, général italien), 14, 1
- Brünn**, 287, note 290, 291, 292, 297, 313, 510, 525.
- Brunswick** (duc de), 8.
- Bruxelles**, 464.
- Bucharest**, XVII, 38, 68, 70, 71, 73, 74, 484.
- Buffalora**, 115, 116, 118.
- Bulgarie** (et armée de), 42, 43, 44, 64, 66, 71.
- Buonalumi** (médecin militaire, i lien, 532.
- Burgoyne** (général anglais), 44, 46, 75.
- Buri** (comte Louis de, général i lien), 88, 90.
- Busch M.** écrivain allemand), 2
- Busetto** (G., écrivain italien, 217
- Butler** (capitaine anglais), 49, 55, 59, 60, 61, 63.
- Buzeo**, 70.

C

- Cadogan** (colonel anglais), 89, 26
- Cadorna** (général italien), 353, 387, 389
- Calogero Messina** (milicien sicili 415,
- Caltanissetta** (Sicile), 138, 153,
- 415.
- Campodimele**, 108.
- Candia**, 104, 108, 116.
- Cannetto**, 271
- Cannon** (colonel anglais au sei turc avec le grade de général 52.
- Canosio** officier piémontais, 27
- Canova**, 529.

Colli 'officier italien', 11, 88, 278.

Colmasino, 10, 41.

Cologne, VII, 491.

Come-Como, 117

XVII, 33, 35, 51, 42,
44, 17, 51, 53, 72, 87, 88, note 191.

Conti (Giuseppe, brigand sicilien),
401, 403, 408.

italien, note 388.

Corona 13, 13.

Coronini ferme, 532, 533.

I^{er} Corps (autrichien), 487.

II^e Corps d'armée (autrichien), 113, 487.

III^e Corps d'armée (autrichien), 103,
487.

IV^e Corps d'armée (autrichien), 487.

V^e Corps d'armée (autrichien), 103,
230, note 231, 259, 487.

VI^e Corps d'armée (autrichien), 487.

VII^e Corps d'armée (autrichien), 108,
230, note 231, 240, 246, 259, 487, 536.

VIII^e Corps d'armée (autrichien), 487.

IX^e Corps d'armée (autrichien), 230,
note 231, 240, 246, 487, 535.

I^{er} Corps d'armée (français), XVIII, 96-
97.

II^e Corps d'armée (français), 96.

I^{er} Corps d'armée (italien), XX, note
227, note 231, 240, 255, 256, 258,
261, 267, 271.

II^e Corps d'armée (italien), XV, XXI,
10, 12, 14, 16, 17, note 227, 261, 273.

III^e Corps d'armée (italien), XX, note
227, 229, 241, 238, 239, 249, 255,
261, 274, 285, 536.

IV^e Corps d'armée (italien), 281.

I^{er} Corps d'armée (prussien), 304, 305.

III^e Corps d'armée (prussien), 176.

IV^e Corps d'armée (prussien), 176.

V^e Corps d'armée (prussien), 304, 176.

VI^e Corps d'armée (prussien), 304, 176.

I^{er} Corps d'armée (russe), 46.

II^e Corps d'armée (russe), 46.

III^e Corps d'armée (russe), 46.

IV^e Corps d'armée (russe), 46, 81.

V^e Corps d'armée (russe), 46.

VI^e Corps d'armée (russe), 46.

Correnti homme d'Etat italien, 535,
note 386, note 387.

Corriere Siciliano journal sicilien,
170.

Corte Bertone, 528.

Cosaques, 91.

Cosel, 476.

Cosenz général italien, note 227,
343, 383.

Costermano, 13.

Cotti (capitaine italien), 250, 533.

Couston (général français), 97, 98.

Cracovie, 447, 476, 487.

Cravetta (colonel italien), 250, 533.

Crema, 1.

Crémone, 262, 263, 268.

Crespi (officier italien), 58, 84, 88,
note 99.

Crimée, VIII, XVII, XVIII, 63, 66, 74,
75, 88, 89, note 95, 214, 221,
315, note 352, 366, note 540.

Crispi (homme d'Etat italien), 110.

24, 25.

Cucchiari (général italien), XXI, 10,
126, 263, 264.

brigands), 402.

119.

général italien, et division

, note 227, 231, 234, 23

244, 246, 251, 259, 272, 530, 532.

Cuirassiers de l'Empereur (régiment
autrichien), 229.

Curtatone, 10.

Custoza (et bataille de), VIII, X,
XXI, 19, note 127, 161, 216, note 21
note 225, 230, 234, 233, 235, 23
237, 238, 239, 241, 242, 245, 24
247, 248, 249, 250, 251, 252, 25
257, 258, 259, 264, 269, 276, 27
285, 500, 526, 529, 530, 531, 53
533, 534, 538, 539.

Czetzate combat de, XVII, 40, 41, 1

D

Dallesme (général), 98.

Dalmatie, 487, 495.

Dal Verme Camille, lieutenant il
lien, 258, 538.

Dal Verme général italien, 233, 23

Damiani (officier italien), 16,

461, 496.

officier italien, 244.

Dannenberg général russe, 81.

Danube fleuve et **Bas-Danube**, XV
13, 31, 37, 38, 40, 46, 47, 48, 49, 1
60, 63, 64, 65, 69, 72, 215, 293, 2
512, 513, 517.

Danzini général italien, 239, 4
29, 530.

Darse batterie de la, Gênes, 27.

Degenfeld général autrichien, 51
516.

506, 507, 510, 514, 515, 516, 518, 520, 521, 522, 524.

Guillaume III d'Orange (roi d'Angleterre), 152.

H

Hambourg, 189, 469.

Hammond (secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères en Angleterre), 359.

Hanovre-Hanovriens, 296, 311, 430, 437, 482, 483, 509, 520.

Hanovre (roi de), 309.

Hermannstadt, 72.

Herwarth de Bittenfeld (général prussien), 289, 290, 298, 300, 303, 304.

Hess (baron, feldzeugmeister autrichien), 12, 110, 496.

Hesse-Cassel, 455, 482.

Hesse-Darmstadt, 307.

Hetzl (général prussien), 290, 300, 305.

Hohenlohe (prince de, général prussien), 301.

Hohenthal (comtesse d'), 176.

Hohenzollern (prince de), 358, 484.

Holstein, 32, 487.

Hongrie-Hongrois, note XIV, 36, 189, 293, 313, 470, note 475, 476, 495, 508, 512, 517, 522, 525.

Humbert (prince royal d'Italie, et division du prince), note 227, 228, 244, 263, 279, 528.

Hussards (8^e régiment de, anglais), 78, 79.

Hussards (11^e régiment de, anglais), 78, 79.

I

Iéna (bataille d'), 106.

Incanale, 13.

Incisa di Beccaria (général italien), 73, 80, 89.

Incoronata (I, Gènes), 22.

Indépendance Belge (I, Journal), 308.

Indes-Indiens, 92.

Inkermann (bataille d'), XVIII, note 82, 86.

Ismail Pacha (général turc), XVII, 40, 70, 71, 72, 74, note 94.

Isola d'Asti, XIV.

Isola della Scala, 220.

Isoletta, 409.

Isonzo (fleuve), 220, 276.

Istrie, 217, 295, 308, 487, 513, 520.

Italie-Italiens, V, VIII, XIV, XX, I

2, 3, note 4, note 6, 7, note 9, 12, 62, 87, 88, 125, 129, 131, 132, note 146, 152, 158, 163, 165, 166, 170, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 213, 214, 215, 216, 224, 225, 229, 231, 236, 242, 244, 247, 251, 252, 253, 256, 257, 258, 260, 262, 266, 271, 274, 280, 282, 283, 284, 285, 286, 290, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 309, 310, 311, 312, 313, 316, 318, 319, 320, 321, 322, 327, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 355, 356, 357, 358, 360, 361, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 372, 373, 375, 377, 378, 379, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 389, 390, 422, 428, 429, 431, 433, 434, 436, 437, 438, 439, 441, 442, 443, 445, 447, 449, 458, 461, 462, 463, 464, 468, 471, 472, 473, 474, 477, 478, 480, 481, 482, 484, 487, 488, 490, 492, 493, 496, 497, 498, 500, 501, 502, 503, 505, 508, 511, 512, 514, 515, 516, 517, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 540.

Italie (armée d'), 8, 9, 12.

Italie (Haute-), 10, 364, 370, 38

Italie centrale, 370.

Italie (méridionale), 135, 152.

Italie du Nord, 384.

Itri, 395.

J

Jacini (ministre italien), 214, 2

Jelauli (fort, Silistrie), 60, 63.

Josephstadt, 303.

Jung-Bunzlau, 306.

K

Kadi-Koï, note 32, 90, 92, not

Kalafat, XVII, 38, 39, 40, 41, 43,

Karalash, 67.

Karolyi (comte, diplomate
chien), 295, 312, 457, 469, 51

Lugan (ou Lucan, lord général anglais), 78, 81.
Lundenburg, 304.
Lusace, 486, 488, 489, 496, 497.
Lusignan (prince de), 13.
Luxembourg (duché de), 307.
Luzzati homme d'Etat italien), 335, 336.
Lyons (lord, ambassadeur d'Angleterre), note 360.

M

Mabille (Bal), 314.
Mackensie (hauteurs de), 93.
Mac-Mahon (Maréchal de), 118, 119.
Maffei (Palais-Custoza), 346, 330, 531.
Magenta, VIII, XIX, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 123, 129, 206, 363, 496.
Main (fleuve), 311, 313.
Malakoff (tour de), 89, 90, 91, 96, 97.
Malaret (de, diplomate français), 365.
Malenchini (colonel et député italien), 353.
Manara (officier piémontais), 29, 30, 311.
Mantica, 283.
Mantoue, 10, 11, 13, 14, 16, 19, 219, 220, 222, 223, note 227, 477, 478, 528.
Marazzani (Louis), 315.
Marcallo, 119.
Marches (les), 402.
Marchetti (colonel italien), 239, 248, 530.
Marchfeld (le), 517.
Mariana, note 127, 217, 268, 269, note 280, 528, 536.
Mariani (historien italien), note 100.
Marignan (Melegnano, et combat de), 121.
Marmara (mer de), 44.
Maroicic (régiment d'infanterie autrichienne), note 231, 246, 251.
Martimprey (de, général), 116.
Marziano (paysan sicilien), 114.
Massari (député italien), note 352.
Mât (bastion du, Sébastopol), 96, 97.
Mayence, VII, 307, 491.
Mazé (général italien), 383.
Mazzini, 431.
Mecklembourg, 437.
Medici (général italien), 384.
Medjidjé (ordre du), XVII, 52, 57.
Méhémet-Ali (ancien ministre de la guerre, turc), 43.

Mehemed Pacha (général turc), 54.
Mella (le, rivière), 279.
Menabrea (général italien), 308, 323, 324, 325, 357.
Mennsdorf-Dietrichstein (comte de), 302.
Mentana (et combat de), 333, 562, note 388.
Mesero, 119.
Messine, 159.
Metternich (prince de, ambassadeur d'Autriche à Paris), 197, 204, 360.
Metz, 365.
Mexique, 313, 522.
Milan, 1, 29, note 80, 100, 115, 117, 118, 120, 121, 274, note 453, 454.
Milona (Sicile), 415.
Mincio (rivière), XX, XXI, 2, 3, 10, 17, 29, 121, 123, 124, 125, 213, 215, 216, 217, 219, 221, 226, note 227, 229, 251, 257, 262, 264, 265, 266, 267, 270, 276, 277, 281, 282, 477, 497, 533, 537.
Minié (fusil), 296, 520.
Mirabello, 105, 106.
Misilmeri (Sicile), 147, 149, 151, 419.
Modène, 281.
Mola, 402.
Mollard (général italien), 121.
Molo Nuovo (Gênes), 27.
Moltke (comte, feld-maréchal prussien), 187, 188, 213, 245, 286, 296, 298, 301, 310, 345, 440, 457, 473, 476, 485, 486, 488, 493, 495, 496, 497.
Monale (A. di, comte, commissaire royal en Sicile), 136, 137, 138, 139.
Monferrat (régiment de chevau-légers de), note 99, 110.
Montalto, 256, 534.
Montanara, 10.
Montaperto (Sicile), 418.
Montaspro (Luciano), X.
Mont-Cassin (et abbé du), 403.
Monte Arabica, 247.
Montebello (combat de), 110, 111.
Monte Cricol, 229.
Monte Croce, XXI, 230, 231, 234, 246, 251, 530, 539.
Monte Molimenti, 242, 532.
Montenegro, 71.

43^e Régiment d'infanterie (italienne), XIX, 404, 409.
44^e Régiment d'infanterie (italienne), XIX.
51^e Régiment d'infanterie (italienne), note 161, 239, note 241, 242, 246, 253, 255, 530, 531, 533, 534.
52^e Régiment d'infanterie (italienne), 143, 247, 250, 251, 255, 260, 533.
58^e Régiment d'infanterie (italienne), note 112.
63^e Régiment d'infanterie (italienne), 251.
64^e Régiment d'infanterie (italienne), 231, 251.
16^e Régiment d'infanterie (piémontaise), XVII, 94, 114.
18^e Régiment d'infanterie (piémont.), 27.
24^e Régiment d'infanterie (piémont.), 27.
25^e Régiment d'infanterie (piémont.), 27.
Reichenberg, 287, 303, 510.
Reine Elisabeth 3^e régiment des grenadiers de la garde prussienne), 453.
Ressmann (diplomate italien), 286.
Reuss (prince de, diplomate prussien), 291, 301.
Revel (Adrien, officier italien), 84.
Rhin corps d'armée du, 308, 454, 455, 485, 486, 488, 492.
Rhin le, fleuve, et provinces du, VI, VII, 167, 197, 205, 291, 292, 305, 314, 469, 484, 490, 491, 495, 526.
Rho, 117.
Ricasoli (baron B.), note 99, 269, 283, 286, 505, 507, 508.
Ricasoli Vincent, note 94, 316.
Ricci (officier italien), 216.
Ricotti général italien, 375, 376, 384.
Rifaat Pacha général turc, XVII, 57, 58.
Rivet général, 97, 98.
Rivoli et bataille de, XV, 10, 12, 13, 14.
Rivoltella, 127.
Riza-Pacha ministre de la guerre, 12, 52, 54.
Robecchetto, 119.
Roberti capitaine italien, 107, et note 107.
Robilant colonel italien, 264, 323, 327, 329, 331, 332, 334.
Rocalguglielmo, 404.
Rodolphe II de Bourgogne, note, XIV.

Rolfo de Marigny, XIV.
Rome, XVI, XXII, 29, 30, 103, note 146, 160, note 278, 287, 296, 323, 355, 356, 357, 361, 362, 364, 365, 383, 384, 385, 386, 388, 389, 390, 402, 405, 447, 505.
Romero (capitaine italien), 241.
Roon (de, général, ministre de la guerre prussien), 296, 469, 520.
Rosegaferro, 255, 528, 529, 533.
Ross (lord de), 51.
Rossi (major italien), 256.
Rothan (diplomate et historien français), 198, note 358, note 360, note 361.
Rouher (Ministre de Napoléon III), VII.
Roumanie, note 45, 66.
Roumélie, 47.
Roustchouk, 37, 48, 68, 69, 73, 74.
Roverbella, 255.
Rovereto (officier piémontais), 11.
Rovigo, 270, 271, 315.
Ruffo (cardinal), 402.
Rugier (capitaine italien), 236, 244, 533.
Russie-Russes, XVI, XVII, 33, 35, 37, 38, 40, 41, 42, 45, 47, 48, 49, 54, 57, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 90, 91, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 313, 382, 438, 447, 454, 525.

S

S. (officier prussien), 463.
Sadowa (bataille de), VI, 209, 303, 310, 348, 359, 526.
Saint-André (officier italien), 6.
Saint-Arnaud (maréchal de), 50, 51, 52, 54, 68, 69, 73.
Saints Maurice et Lazare (ordre des), XV, 453.
Saint-Petersbourg, note 61, 494.
Salasco, 4.
Salasco (colonel italien), XVI, 234, 250, 533.
Sale, 104, 105, 106, 107.
Salemi (Sicile), 425, 426.
Salionze, 15.
Salles (de, général), XVIII, 96, 97, 98, 99.
Salo, 125.
Saluces (régiment de cheval-léger de), note 99, note 112.
Salussola, 108.

Wurtemberg (régiment de hussards
de, autrichien), 537.

X

Xerxès, 125.

Z

Zerbare, 240.

Zouaves, 114, 115.

Zsabo (général autrichien), 115.

Zurich (et traité de), XIX. 316, 317,
note 318.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE PAR M. JULES CLARETIE, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

| | Pages. |
|--|-----------|
| PRÉFACE..... | V |
| AVANT-PROPOS. — NOTICE BIOGRAPHIQUE.... | XI |

CHAPITRE PREMIER

| | |
|----------------------------------|----------|
| De Peschiera à Gênes..... | 1 |
|----------------------------------|----------|

CHAPITRE II

| | |
|-----------------------|-----------|
| Silistrie..... | 31 |
|-----------------------|-----------|

CHAPITRE III

| | |
|------------------------|-----------|
| Sébastopol..... | 66 |
|------------------------|-----------|

CHAPITRE IV

| | |
|-------------------------|------------|
| San Martino..... | 100 |
|-------------------------|------------|

CHAPITRE V

| | |
|-----------------------|------------|
| En Sicile..... | 131 |
|-----------------------|------------|

CHAPITRE VI

| | |
|----------------------------|------------|
| Mission à Berlin .. | 165 |
|----------------------------|------------|

CHAPITRE VII

| | |
|-------------------------------|------------|
| Le plan de guerre..... | 213 |
|-------------------------------|------------|

CHAPITRE VIII

| | |
|----------------------|------------|
| Oustozza..... | 227 |
|----------------------|------------|

CHAPITRE IX

Après la bataille.....

CHAPITRE X

Nikolsburg.....

CHAPITRE XI

Au Ministère. — La lutte contre la faillite.....

CHAPITRE XII

Au Ministère. — La guerre Franco-Prussienne. — Rome..

APPENDICE

NOTES, ANNEXES ET DOCUMENTS

Note I. — Mémoires sur les causes du brigandage.....

Note II. — Les opérations en Sicile.....

Note III. — Mission à Berlin (Rapports et dépêches).....

Note IV. — Le refus de la Vénétie.....

Note V. — Instructions confidentielles pour le général Govone.....

Note VI. — Note du général Govone (Résumé des négociations entre la France et l'Italie, en juillet 1866, au sujet de l'armistice et de la paix).....

Note VII. — Seconde Mission à Nikolsburg (Rapports et dépêches).....

Note VIII. — Rapport sur la journée du 24 juin 1866.....

Note IX. — Rapport sur les événements du 30 juin.....

Note X. — Le général Govone à Custozza d'après le livre du général Pollio. — Une appréciation de Victor-Emmanuel sur Govone.....

ERRATA

Page 4, 8^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *précédent* » lire « *précédant* ».

Page 38, 20^e ligne, au lieu de « *sur un* » lire « *sur son* ».

Page 70, 9^e ligne, au lieu de « *le* » lire « *me* ».

Page 95, 4^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *effronnement* » lire « *effondrement* ».

Page 121, 22^e ligne, au lieu de « *aujourd'hui* » lire « *aujourd'hui* ».

Page 125, titre courant, au lieu de « *San Martin* » lire « *San Martino* ».

Page 125, 14^e ligne, après « *disant* » ajouter « : ».

Page 138, dernière et avant-dernière lignes et page 139, 7^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *zones* » lire « *zônes* ».

Page 167, dernière ligne, au lieu de « *onvention* » lire « *convention* ».

Page 170, 18^e ligne, au lieu de « *qu'elle* » lire « *quelle* ».

Page 173, 8^e ligne, au lieu de « *demandé* » lire « *demandé* ».

Page 174, 22^e ligne, au lieu de « *bornaient* » lire « *bornait* ».

Page 186, 2^e ligne, au lieu de « *la* » lire « *le* ».

Page 208, 6^e ligne à partir du bas de la page, après « *raison* » ajouter « *d'État* ».

Page 228, 1^{re} ligne, après « *armée* » ajouter « , ».

Page 231, 7^e ligne, après « *Croce* » ajouter « *la* ».

Page 238, 7^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *des* » lire « *du* ».

Page 238, 6^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *champs* » lire « *champ* ».

Page 244, 12^e ligne avant « *cette* » ajouter « *à* ».

Page 252, 12^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *sur* » lire « *dans* ».

Page 268, 2^e ligne, avant « *même* » ajouter « *de* ».

Page 271, 2^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *voudrai* » lire « *voudrais* ».

Page 271, note, au lieu de « *régiment d'Alexandrie-cavalerie* » lire « *régiment des cheveau-légers d'Alexandrie* ».

Page 289, 19^e ligne, après « *garde* » ajouter « , ».

Page 335, 3^e ligne à partir du bas de la page, après « *j'* » ajouter « *en* » et au lieu de « *moins* » lire « *même* ».

Page 348, 7^e ligne, au lieu de « *suportée* » lire « *supportée* ».

Page 348, 11^e ligne au lieu de « *eadres* » lire « *cadres* ».

Page 353, 18^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *loi* » lire « *lois* ».

Page 385, 11^e ligne à partir du bas de la page, après « *gouvernement* » supprimer « , ».

Page 385, 9^e ligne à partir du bas de la page, après « *dangereux* » primer « , ».

Page 387, 1^{re} ligne au lieu de « 2 » lire « 1 ».

Page 387, note, au lieu de « 2 » lire « 1 ».

Page 410, 18^e ligne, au lieu de « *quelques* » lire « *quelque* ».

Page 416, 2^e ligne, après « *Piémont* » supprimer « , ».

Page 416, 18^e ligne, après « *nécessaire* » supprimer « , ».

Page 444, 25^e ligne, après « *soir* » supprimer « , ».

Page 450, 9^e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *acception* » « *acceptation* ».

Page 456, 14^e ligne, au lieu de « *oblige* » lire « *obligent* ».

Page 494, 27^e ligne, au lieu de « *effectiff* » lire « *effectif* ».

Page 518, 7^e ligne, au lieu de « *les réalisations* » lire « *la réalisation* ».

Page 534, 24^e ligne, au lieu de « *suivis* » lire « *suivies* ».

7183 . 1

